SOLIDARITÉ
SAINT-HENRI

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2018 - 2019

La corporation de développement communautaire Solidarité St-Henri
juillet 2018-octobre 2019

MEMBRES de la CDC SOLIDARITÉ SAINT-HENRI

L'ANCRE DES JEUNES
BÂTIR SON QUARTIER
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES ACTIVES
CÉDA
CORPORATION L'ÉTINCELLE
CRCS SAINT-ZOTIQUE
CUMULUS
FAMIJEUNES
MAISON DES JEUNES LA GALERIE
MILIEU ÉDUCATIF LA SOURCE
MAISON BENOIT LABRE
ODAS
POPIR - Comité Logement
PRÉVENTION SUD-OUEST
PRO-VERT SUD-OUEST
TRAVAIL DE RUE ACTION COMMUNAUTAIRE (TRAC)
YMCA POINTE-SAINT-CHARLES
LOISIRS SAINT-HENRI
MAISON CROSSROADS
CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
RÉSO
CENTRE JEUNESSE EMPLOI DU SUD-OUEST
ARRONDISSEMENT LE SUD-OUEST
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL
TABLE ENFANCE-FAMILLE DE SAINT-HENRI ET DE LA PETITE-BOURGOGNE
CENTRE SAINT-PAUL (école aux adultes de la CSDM)
ÉCOLE PRIMAIRE SAINT-ZOTIQUE
SANGAT YOGA

SOLIDARITÉ SAINT-HENRI

NOTRE MISSION

La **Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri (SSH)** regroupe une vingtaine d'organismes communautaires et institutions du quartier, lesquels travaillent collectivement à l'amélioration des conditions de vie du quartier de la communauté de Saint-Henri. En lien avec les enjeux identifés, SSH lutte contre la pauvreté, concerte ses membres, mobilise son milieu et soutien des actions collectives. Pour ce faire, elle utilise une approche démocratique et inclusive, concertée et solidaire, critique et mobilisatrice visant le changement et la transformation sociale.

TABLE DES MATIÈRES

ORIENTATIONS 2016-2019 5
FORUM ANNUEL 6
FÊTE DE QUARTIER 9

JEUNESSE 10

AMÉNAGEMENT 18

À NOUS LA MALTING 26

AUTONOMIE ALIMENTAIRE 34

ITINÉRANCE 42

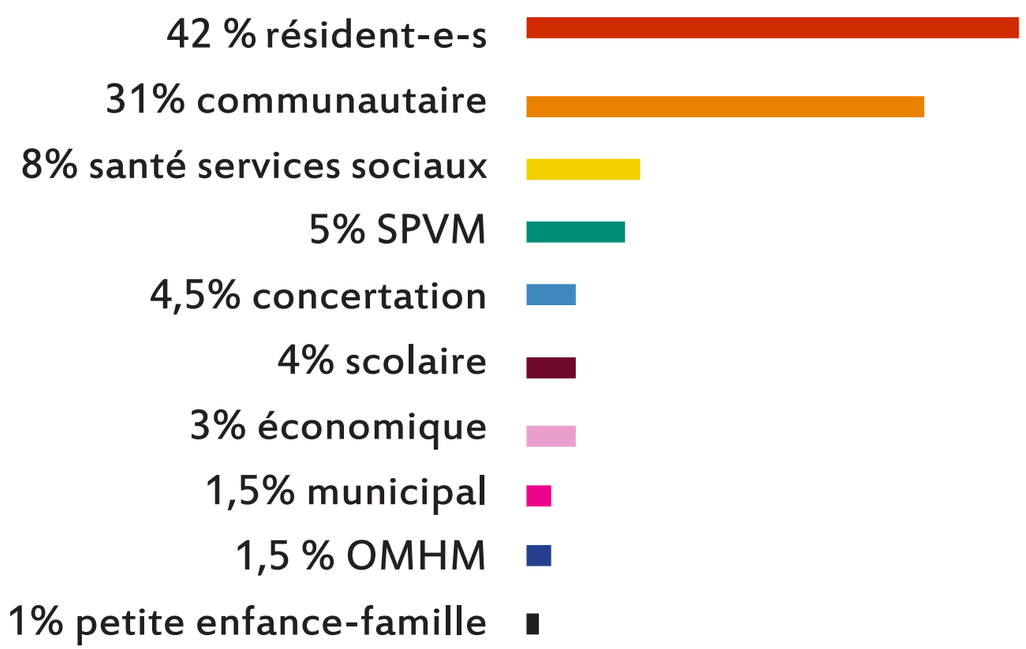
COMITÉ EXÉCUTIF, NOTRE ÉQUIPE, NOS PARTENAIRES 44
REPRÉSENTATIONS 46
MERCI À TOUS! 48

UNE TABLE INTERSECTORIELLE ET MULTIRÉSEAU

En 2017-2018, la Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri c'est:

30 instances coordonnées
10 réseaux qui participent
53 groupes différents impliqués

264 personnes différentes qui portent des actions collectives, provenant des réseaux suivants :



L'ÉVALUATION DE NOTRE IMPACT

Les membres ont réfléchi depuis 2016 à comment faire une auto-évaluation de notre plan d'action, tel qu'exigé par les bailleurs de fonds de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL). L'assemblée générale (AG) a décidé que tous les comités de travail (aménagement, jeunesse, autonomie alimentaire), le comité exécutif et l'AG vont identifier des indicateurs en lien avec les changements visées dans notre plan d'action et vont par la suite choisir une indicateur pour mesurer cette année avant juin 2019. Voici les indicateurs sélectionnés par les comités :

- **Comité aménagement :** le comité choisi d'évaluer le changement visé « soutenir la mobilisation pour la mise en réserve de terrains ».
- **Comité autonomie alimentaire :** le comité choisi l'indicateur « L'existence d'un plan visant la pérennisation du projet MMI d'ici 5 ans ».
- **Comité jeunesse :** Le comité choisit l'indicateur « Diversité des moyens mis en place pour sensibiliser les jeunes et les impliquer ». Par exemple, pour le journal jeunesse: combien de jeunes ont été rejoints, provenance (comment ont-ils été rejoints), tranche d'âge, etc.

Orientations 2016-2019

- Lutter contre les mesures d'austérité et l'appauvrissement des résident-e-s
- Améliorer la qualité de vie des jeunes du quartier
- Renforcer le tissu social du quartier
- Soutenir l'autonomie alimentaire et les actions citoyennes autogérées
- Améliorer l'accès aux commerces et aux services de proximité
- Améliorer l'aménagement des espaces publics et des infrastructures de transport
- Améliorer les conditions de vie dans l'ouest du quartier
- Défendre le droit au logement dans un contexte de gentrification
- Agir sur la précarité des conditions de logement et l'itinérance

FORUM ANNUEL 2019

La lutte à la pauvreté dans un contexte de gentrification

L'année 2019 marque la fin de notre plan d'action triennal 2016-2019 et notre concertation embarque dans une processus de planification pour 2020-2022. Suite à plusieurs discussions sur les impacts négatifs de la gentrification à St-Henri, les membres ont décidé de placer ce phénomème au coeur de toutes nos réflexions sur les actions à prioriser dans les prochaines 3 ans. Avec cette enlignement, le comité organisateur du Forum a proposé que l'objectif première du forum sera d'identifier et prioriser des changements à viser pour agir sur les causes et les conséquences de la pauvreté dans un contexte de gentrification et sur lesquels nous voulons travailler ensemble en 2019-2022. Nous avons également adoptés un orientation générale pour le plan d'action 2020-2022 :

Agir collectivement sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans un contexte de gentrification et dans une perspective d'améliorer les conditions de vie et de mieux défendre les droits et l'intérêts des personnes touchées par la pauvreté et l'exclusion social à St-Henri

Le comité à planifier une ordre du jour autour de 9 thèmes liés à cette orientation générale :

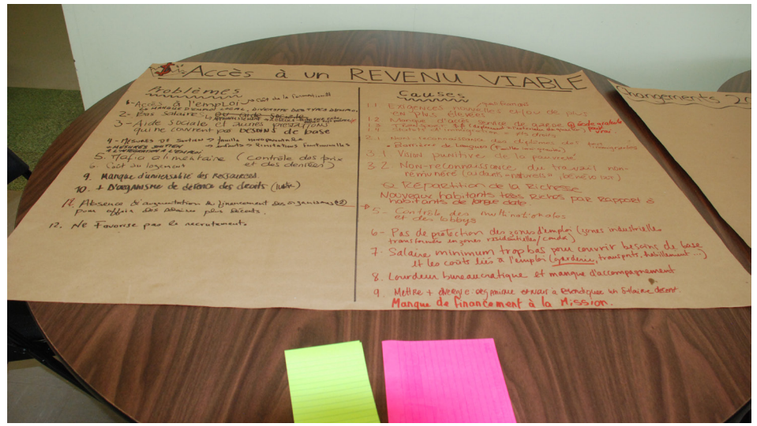
- **droit à l'alimentation**
- **Isolement, exclusion, dépossession, invisibilité des personnes**
- **Accès à un revenu viable**
- **accessibilité aux services, commerces et activités abordables**
- **accès à un revenu viable**
- **accessibilité aux services, commerces et activités abordables**
- **aménagement et occupation des espaces publics**
- **droit au logement**
- **éducation pour toutes et tous**
- **effritement du tissu social et sentiment d'appartenance**
- **impacts sur la mission et fonctionnement des organismes, institution et instances collectives**

Le forum a été très mobilisateur - la plus grande participation à date ! Les discussions ont été très riches et stimulants. Les comités de travail et l'assemblée générale ont utilisé les résultats pour guider les plans d'actions proposées en automne 2019.

Participant-e-s 2019

Corine Bélanger (Famijeunes)
Laurent Bellefeuille (Famijeunes)
Carmen Hounwanou (Famijeunes)
Audrey Habib (Famijeunes)
Émilie Tremblay (Famijeunes)
Elga Anani (Famijeunes)
Bérengère Solles (Famijeunes)
Natacha Dubey (Famijeunes)
Éric Lefebvre (CJESO)
Julie Raymond (CJESO)
Martine Thériault (CIUSSS)
Céline Beck (PSO)
Liliane Vincent (CÉDA)
Denis Plante (CÉDA)
Julie Mercure (La Source)
Catherine Castro Cisneros (FamiJeunes)
Xiaohui Wang (CÉDA)
Maureen Maxwell (CÉDA)
Xavier Philippe (CÉDA)
Charles Guindon (Bâtir son Quartier)
Mariel Gauthier-Grégoire (YMCA Pointe-Saint-Charles)
Juliette Grosse (CÉDA)
Luce Parisien (POPIR)
Natacha Venne (Famijeunes)
Mario Bonin (Famijeunes)
Jean-François Durivage (Pro-Vert)
Marie-Michèle Mondor (CIUSS)
Pierre-Étienne Martin-Sarelli (La Source)
Patricia Viannay (POPIR)
Daniel Bélanger (CRCS)
Francine Campette (CÉDA)
Nathalie Germain (CÉDA)
Dominique Ebanks (Prévention Sud-Ouest)
Magali Pirard (Prévention Sud-Ouest)
Catherine Durand (Famijeunes)
Mourad Meberbeche (PDQ 15)
M-A Dorion (CMDT PDQ 15)
Inthisha Pannudurai (Famijeunes)
Andréanne Désilets (Maison Benoit Labre)
Marie-St-Louis (CIUSSS du Centre-Sud)
Dorothée Jomphe (Pro-Vert)
Sebastien Shah (La Source)
Patricia Canty (YMCA Pointe-Saint-Charles)
Josée Simard (CÉDA)
Miriam Rouleau-Perez (CLSC St-Henri)
Cathy Anglade (La Galerie)
Maxime Tassé (Victor-Rousselot)
Elyda Nelson (Famijeunes)
Cathy Leclerc (Famijeunes)
Marie-Noëlle Dufour-Brown (Ville de Montréal)
Annabel Tremblay (TRAC)
Julie Chalifour (OMHM)
Jean-Phillippe Émond (TEF)
Kim Landerman (Famijeunes)
Anne-Julie Laforest (Famijeunes)
Geneviève T. Fafard (Famijeuens)
Olivier Legendre (CÉDA)

POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES



En janvier 2019, Centraide a invité les organismes de St-Henri, de la Petite-Bourgogne et de Ville-Émard/Côte-St-Paul à déposer des projets concertés visant à soutenir les personnes les plus vulnérables de nos quartiers. Lors de l'assemblée générale du février 2019 , les membres de Solidarité Saint-Henri ont réfléchi à comment répondre à l'invitation de Centraide. Une rencontre a eu lieu le 28 mars pour tous les organismes de Saint-Henri qui souhaitent développer une projet en lien avec des réflexions exprimées en assemblée générale. Six organismes ont participé : CEDA, le POPIR-Comité logement, Famijeunes, Prévention Sud-Ouest, le TRAC et le RÉSO/CJE Sud-Ouest. Les objectifs globale du projet proposé sont :

- Identifier et répondre au besoins des personnes assistées sociales
- cela inclut les besoins qui ne seront plus comblés par ODAS suite à leur perte du financement de Centraide et la conséquent réorganisation des activités offertes par cette organisme - par exemple, la défense collectif et individuel des droits des personnes assistées sociales. Le projet sera développé dans le respect de l'action d'ODAS, visant des activités complémentaires.

2 volets d'activités: seront réalisé :

- intervention/soutien individuel aux personnes assistées sociales, porté par une organisme existant qui sera l'employeur d'une nouvelle ressource humaine avec ce mandat (à déterminer quel organisme)

- Projet de recherche-actionpour identifier les besoins actuels des personnes assistées sociales et des nouvelles solutions pour y répondre, y compris les nouvelles approches pour défendre collectivement et individuellement leurs droits et avec l'accompagnement d'unE ou des chercheur-chercheuse

FÊTE DE QUARTIER

Alain Boucher, Loisirs Saint-Henri • Andréanne Dionne-Boulard, Pro-Vert Sud-Ouest • Annabelle Tremblay, Travail de rue / Action Communautaire • Cathy Anglade, Maison des jeunes La Galerie • Céline Berck, Prévention Sud-Ouest Jean-Philippe Émond, Table de concertation petite enfance famille • Sébastien Shah, Milieu éducatif La Source • Marie-Ève Belzile, Centre récréatif, culturel et sportif Saint-Zotique • Sabrina Moffatt, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal • Émilie Tremblay, Famijeunes • Magali Pirard, Prévention Sud-Ouest • Charlotte Daly, Pro-Vert Sud-Ouest • Nelly Marcoux, CDC Solidarité Saint-Henri

Une fête de quartier 2018 et 2019

La 7e édition de la fête de quartier À Saint-Henri, on est tricoté serré fut un grand succès! Les familles du quartier ont pu profiter de plusieurs activités culturelles et sportives gratuites, telles que des jeux gonflables, un kiosque de photos de familles, du maquillage et du henné, une murale collective, un coin bébé, des cours de zumba et de breakdance, en plus de pouvoir déguster hot-dogs et blé d'inde. De plus, Solidarité Saint-Henri s'est chargé d'organiser un kiosque à l'entrée de la fête sur le thème de valoriser la diversité. Le concept de "café-rencontre" avait pour but d'inciter les gens présents à discuter avec une nouvelle personne, créant ainsi de nouveaux liens de voisinage, dans une perspective d'inclusion et de lutte contre les préjugés.

Créer un lieu de rassemblement : Une fois de plus, nous constatons que la fête de quartier est un événement rassembleur pour la communauté de Saint-Henri et suscite un grand sentiment de fierté pour les gens présents et contribue à renforcer le sentiment d'appartenance des familles au quartier. Étant donné les grands changements qui ont touché le quartier et une gentrification de plus en plus importante, nous sommes heureux de constater que la fête permet aux familles vivant à plus faibles revenus de sentir qu'elles ont encore une place dans le quartier.

Un événement sous le signe de la diversité : Nous avons été heureux-ses d'observer une très belle mixité au sein des gens présents lors de la fête, ainsi qu'une belle complicité intergénérationnelle dans la participation aux activités.

Un travail collectif qui rapporte beaucoup : Finalement, au delà de l'organisation de la fête en soi, le travail effectué au sein du comité organisateur permet de créer des liens encore plus forts entre les organismes communautaires du quartier, permettant aux intervenant-e-s à apprendre à se connaître et ainsi créer une belle base pour de futures collaborations.

Apprentissages

- Les différents offres de visibilité pour les commandites n'ont pas visiblement influencé la hauteur des dons, mais ont augmenté significativement le travail pour le comité. Nous devons revoir notre stratégie de sollicitation de dons pour l'année prochaine.

- Avoir une personne du comité responsable pour chaque catégorie de tâches aide beaucoup à répartir le travail et savoir où l'on en est dans la planification et réalisation de la fête.

COMITÉ JEUNES

Andréanne Dionne-Boulard, Pro-Vert Sud-Ouest • **Annabel Tremblay,** TRAC • **Cathy Anglade,** Maison des jeunes La Galerie **Céline Berck,** Prévention Sud-Ouest • **Emmeline van Oppenraaij,** TRAC • **Éric Lefebvre,** CJE Sud-Ouest • **Esther St-Fleur,** CRCS St-Zotique • **Glenn Rubenstein,** L'Ancre des jeunes • **Hans St-Just,** Mission Bon Accueil • **Jean-Philip Émond,** Table Enfance Famille de St-Henri et Petite-Bourgogne • **Julie Dallaire,** L'Ancre des jeunes • **Julie Mercure,** Milieu éducatif La Source • **Julie Raymond,** CJE Sud-Ouest • **Lynne Roy,** Arrondissement Le Sud-Ouest • **Magali Pirard,** Prévention Sud-Ouest • **Marie-Éve Belzile,** CRCS St-Zotique • **Mario Poulin,** Centre Saint-Paul • **Olivier Faure,** YMCA Pointe-Saint-Charles • **Omer Coupal,** ODAS • **Sabrina Moffatt,** CIUSSS du Centre-Sud • **Shannon Franssen,** CDC Solidarité Saint-Henri

Un comité diversifié

Ce fut une année très dynamique pour le comité jeunes, pendant laquelle nous avons noté l'aboutissement de plusieurs efforts et projets de longue date. Les membres du comité ont continué à créer et renforcer leurs contacts avec divers acteurs jeunesse du quartier, afin d'assurer un meilleur arrimage de nos actions et réflexions. L'organisme Cumulus est maintenant officiellement membre du comité et a participé à la majorité de nos rencontres. De plus, nous marquons le retour de Famijeunes au comité après une absence de quelques années. Nous sommes très content de leur implication renouvelée afin d'assurer une représentation des enjeux famille. Nous prévoyons faire tourner les lieux de rencontre l'année prochaine afin de renforcer les liens entres tous les organismes qui siègent au comité.

Des liens plus forts avec les écoles du quartier

Le comité jeunes a également été très proactif dans ses relations avec les écoles du quartier. Un représentant du Community Learning Center de l'école secondaire James Lyng était présent lors de notre rencontre du mois d'avril afin de nous présenter les projets qu'ils font avec les jeunes et discuter de potentielles collaborations avec l'école pour l'année prochaine. Également, la rencontre avec les directions des trois écoles primaires de Saint-Henri (Saint-Zotique, Ludger-Duvernay et Victor-Rousselot) nous a permis d'identifier des actions portées par le comité jeunes auxquelles les écoles seraient intéressées à prendre part plus activement. Nous avons discuté entre autre d'ateliers d'écriture en classe en lien avec le journal jeunesse et d'une version adaptée des midis-thématiques aux pour les enfants d'âge primaire. La rencontre a également permis aux directions d'avoir un portrait à jour des ressources communautaires jeunesses dans le quartier.

Impliquer les jeunes d'avantage

En début d'année le comité a tenu une réflexion sur les moyens pour rejoindre et impliquer les jeunes quant à leur réalité et leurs besoins. Outre les midis thématiques, qui nous permettent d'interagir directement avec les jeunes de l'école secondaire à propos d'enjeux qui les touchent, et le projet de journal jeunesse, qui leur donne une plateforme d'expression libre, nous avons également mené une consultation auprès de plus de 90 jeunes afin de récolter directement leurs commentaires sur les espaces publics du quartier. L'objectif est de mieux intégrer leurs demandes et leurs visions dans nos actions concernant l'aménagement du quartier. Par ailleurs, la présence d'une représentante de l'arrondissement à plusieurs rencontre du comité a favorisé la communication entre nos deux instances pour nos représentations concernant certaines installations sportives fréquentés par les jeunes. Finalement, notons la superbe initiative des jeunes de la Galerie qui sont allé-e-s au conseil d'arrondissement afin de porter leur revendications et celles du comité jeunes à propos du terrain de soccer.

« Top 5» réalisations

- 10 rencontres du comité jeunes.
- Présentation des données TOPO aux acteurs du milieu communautaire, scolaire et de la santé - plus de 60 participants.
- Développement d'un outil de présentation sur la CDC Solidarité Saint-Henri et rencontre avec les trois directions des écoles primaires du quartier afin de présenter les actions du comité.
- 5 midis thématiques organisés à l'école secondaire Saint-Henri sur les thèmes suivants: LBGTQ, prévention des dépendances, traditions du temps des fêtes, persévérance scolaire, environnement. Plus d'une centaine de jeunes ont participé aux activités organisées.
- Mise sur pied et tenue d'une consultation des jeunes sur les espaces publics du quartier et production d'un rapport présentant les résultats.

Impacts

- **Meilleur arrimage et soutien autour de nos actions collectives :** L'arrivée de nouveaux partenaires au comité et le développement de l'outil de présentation de la CDC-SSH ont contribué au partage d'information et à une meilleure connaissance des organismes du quartier et de leur services par le milieu scolaire, qui connaît maintenant les actions clés du comité avec lesquelles il y a une possibilité d'arrimage. Ouverture des écoles primaires à collaborer ponctuellement sur certains projets, entre autres le journal jeunesse.
- **Permettre aux jeunes d'informer nos actions :** Nous avons directement rejoint plus d'une centaine de jeunes lors de nos midis thématiques à l'école secondaire et la consultation sur les espaces publics nous a permis de recueillir du matériel très riche en information qui servira à orienter nos futures actions.
- **Partage et appropriation des données jeunesses :** Le comité a agi en tant que leader dans l'organisation de deux grands évènement rassembleurs (présentation des données TOPO et grande rencontre du CAPSSOM). Le taux de participation fut élevé et il y avait une belle représentativité de divers milieux. Cela nous a permis d'arriver à un consensus autour de certains enjeux, et nous avons constaté que les gens s'approprient bien les données pour alimenter les réflexions.

Apprentissages

- Les enjeux jeunesses sont de plus en plus précoces; certaines actions menées auprès des jeunes du secondaire seraient maintenant pertinentes au niveau primaire.
- Si nous voulons tenir le comité dans des lieux différents, il faudra prévoir un calendrier en début d'année.
- Les rencontres avec les équipes école sont seulement possibles lors des journées pédagogiques; encore une fois, il faut les prévoir au début de l'année.
- Outil de consultation: une refonte de l'outil a été faite après une consultation test à l'école secondaire. Nous avons beaucoup appris sur la manière de conduire une consultation auprès des enfants et adolescent-e-s (besoin d'animation en petit groupe, etc.). Après avoir fait des ajustements, l'exercice s'est bien déroulé.
- Continuer d'avoir le réflexe de penser à comment impliquer plus directement les jeunes dans nos actions.

ParticipantEs

Hiba Belfounes
Lia Plata Salgado
Kalke
Noémie Déthier
Raquel
Geneviève
Bintou Dieng
Hazel
Isèle E.B.
Jasmine
Djazyl Miloudi
Sarah
Zac
Stéphanie
Mélissa Gakima
Marthy Mbenza
Hélène XW
Annabelle
Shawn C. Boyer
Janate Benouafi
Catherine B.
Huda D.
Éloise Landry
Rose Mica
Mary Lune
avec le soutien de :
Annabel Tremblay, TRAC
Emmeline van Oppenraaij, TRAC
Florence Séguin, CDC-SSH

COMITÉ JOURNAL JEUNESSE

Suite au grand succès de la première édition du journal jeunesse de Saint-Henri l'année passée, les membres du comité jeunes avaient très hâte de renouveler l'expérience. Toujours dans l'objectif de donner une plateforme d'expression libre aux jeunes de tous les âges, afin que celles et ceux-ci puissent nous raconter leur quartier et nous présenter leurs talents et leurs visions. L'école secondaire Saint-Henri et six organismes différents ont accompagné le jeunes dans la production de leurs articles et oeuvres. Nous espérons que cette deuxième édition scelle le début d'une belle et grande tradition annuelle, et espérons réussir à impliquer les jeunes davantage dans le processus éditorial.

Impacts et apprendissages

Un projet rassembleur : La participation a été maintenue et plus de jeunes ont assisté au lancement du journal. Le projet est de plus en plus connu dans le quartier, la bibliothèque nous a re-demandé des copies 3 fois et la nouvelle librairie Saint-Henri le distribue également.

Apprentissages:

- Commencer la planification plus en avance pour aider à mieux mobiliser les jeunes et les organismes. Besoin de fixer des deadlines en début d'année scolaire.
- Belle ouvertures des écoles primaires et de la bibliothèque au projet, potentiel d'organiser des ateliers d'écriture avec les jeunes lors des périodes de classe passées à la bibliothèque.

CAPSSOM

Cathy Anglade, Maison des jeunes La Galerie • **Éric Lefebvre,** CJE Sud-Ouest • **Julie Rainville,** CVECSP • **Lara Cardenas,** Arrondissement Le Sud-Ouest • **Lise Couvrette,** CSDM • **Loriana Guiliani,** CASIOPE • **Patricia Canty,** YMCA Pointe-Saint-Charles **Sabrina Moffatt,** CIUSSS du Centre-Sud • **Santiago Risso,** CVECSP • **Shannon Franssen,** CDC Solidarité Saint-Henri • **Valérie Bilodeau,** Scientifines • **Vicente**

Solidarité Saint-Henri continue de jouer un rôle de leadership au sein du Comité d'action en persévérance scolaire sur Sud-Ouest de Montréal (CAPSSOM). Suite à l'adoption d'une toute nouvelle structure et de nouveaux mandats l'année précédente, nous sommes fiers de dresser un bilan très positif de cette année de transition et de souligner les bons coups de la nouvelle structure. Le CAPSSOM à réussi à relancer la mobilisation des différents partenaires en réussite éducative. Les organismes et institutions des quatre quartiers du Sud-Ouest ont répondu en grand nombre à notre invitation à la première grande rencontre organisée par le CAPSSOM. Au total, 54 personnes étaient au rendez-vous pour assister à la conférence de M. Thierry Karsenti, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) en éducation, ainsi qu'aux présentations des initiatives des organisations Allô Prof, CASIOPE et Oseada. L'événement fut également une excellent opportunité de partage et de réseautage pour les gens présents.

Notons également que le CAPSSOM intègre maintenant une perspective plus large de la persévérance scolaire, avec des représentant-e-s 0-5 ans et 16+ en son sein. Le comité a également mené à bien un processus d'harmonisation des formulaires de dépôts et bilans pour les projets financés dans les quatres quartiers.

Pour l'année à venir, nous souhaitons établir une distinction claire entre les rencontres régulières et celle dédiées à l'organisation des grandes rencontres, afin de continuer à bien répondre à la mission du CAPSSOM dans son ensemble, qui comprend également un volet d'influence des politiques qui touchent la persévérance scolaire et un volet de partage d'informations tenant compte des réalités locales.

Réalisations

- Participation à 8 rencontres du CAPSSOM.
- Organisation d'une première grande rencontre: La techno, bien ou mal?, à laquelle une cinquantaine de personnes ont participé.
- Participation au sous-comité en charge du rapport d'activité du CAPSSOM.

LA POLITIQUE DE L'ENFANT

Ariane Pichette Neveu, Nourri-Source • **Camille Trudelle,** Action-Gardien • **Charles Bussières-Hamel,** Comité petite enfance du COSSL • **Frédéric Dufresne,** Table de concertation 0-5 ans – Cavendish • **Jean-Philip Émond,** Table Enfance Famille de St-Henri et Petite-Bourgogne • **Mary-Flore Guillaume,** Familles en action • **Nancy Harvey,** RIOCM • **Santiago Risso,** CVECSP • **Shannon Franssen,** CDC Solidarité Saint-Henri

Suite à la grande mobilisation du milieu communautaire face à la Politique de l'Enfant de la Ville de Montréal de l'année passée, Solidarité Saint-Henri a maintenu son implication au sein du comité de suivi afin de continuer à pousser les revendications formulés au cours des 4 rencontres inter-quartiers et d'assurer que celles-ci soit bien intégrées dans les suites du Forum organisé par la Ville. Nous avons à nouveau rencontré Rosannie Filato, l'élue responsable du dossier, afin de lui présenter des demandes d'engagements claires, dans l'objectif d'assurer un meilleur déploiement de la Politique pour l'année en cour et celles à venir. Suite à l'appel de projet pour 2019, nous avons sonder les différents milieux afin de voir si le processus s'était amélioré. Les résultats dénotent quelques améliorations, que les groupes attribuent largement à la mobilisation interquartiers et au travail du comité de suivi!

CONCERTATIONS JEUNESSE MONTREAL

Isabelle Michaud, Centre Lajeunesse • **Marie-Charles Boivin,** Table Jeunesse NDG • **Martine Joyal,** CIUSSS de l'Est-de-l'Île **Shannon Franssen,** CDC Solidarité Saint-Henri

Solidarité Saint-Henri a assumé un grand rôle de leadership au sein du comité de coordination de CJM cette année. Nous avons entre autres assuré l'organisation et l'animation des deux rencontres de l'instance, qui ont au total réuni plus de 20 tables et comités jeunesse. Nous sommes très contents de conclure que notre mobilisation autour de la consultation mené par la DRSP dans le cadre de la révision des balises pour les financements 3.1 et 4.2 a été un succès; la DRSP a intégré l'entièreté des demandes formulées par le regroupement et les commentaires reçus reçue lors des rencontres du comité de travail. Nous sommes fières de constater la pertinence de notre implication au sein de CJM, toujours dans l'objectif de s'assurer que l'instance représente et réponde bien aux besoins des tables et comités jeunesse locaux.

JEUNESSE

Réalisations

- 4 rencontres du comité de suivi de la Mobilisation interquartiers.
- 1 rencontre avec les élu(e)s et fonctionnaires responsable de la Politique afin de faire un suivi sur nos demandes d'engagement.
- Développement et diffusion d'outils afin d'aider les groupes en lien avec le déploiement de la politique.
- Développement et diffusion d'un document faisant le bilan financier de l'an 1 et 2 de la Politique.
- Diffusion d'un sondage aux groupes afin dresser un portrait de l'an 3.
- Implication maintenue au sein du comité de coordination de Concertations Jeunesse Montréal.
- Organisation et animation d'une rencontre de consultation dans le cadre de la révision des balises de la DRSP pour les financements 3.1 et 4.2.
- Rédaction d'un document résumant les positions officielles de CJM dans le cadre de cette consultation.
- Participation au comité de travail conjoint communautaire-DRSP sur la révisions des balises 3.1 et 4.2.
- Organisation et animation d'une première rencontre sur le financement des coordinations au sein des instances jeunesses (fin du financement Avenir d'enfants et recherche de solutions).

Impacts

- **Renforcement des liens inter-quartiers et de notre capacité d'action :** L'implication du comité jeunes au sein du CAPSSOM, du comité de suivi de la Politique de l'enfant et de Concertations Jeunesse Montréal a permis la création de nouveaux canaux de collaboration avec d'autres quartiers et organismes du Grand Montréal, en plus de renforcer les liens déjà existants. Notre implication contribue aussi à faciliter l'échange d'information et assurer une représentation des intérêts du milieu de Saint-Henri à une plus grande échelle, en plus de renforcer notre capacité d'action. Finalement, notons que notre mobilisation locale permet en bout de ligne d'influencer des politiques qui auront un impact à l'échelle régionale.

Apprentissages

- La "disparition" de certaines structures de mobilisation inter-quartiers est un signe que nos démarches ont porté fruit et que nos revendications ont été écoutées - c'est une conclusion positive en soi.

COMITÉ ÉPICERIE

• Lia Chiasson • Kym Byrns • Mary Nasir • Maud Quinones • Myriam Blais-Guérette • Claudia Valencia • Patricia Viannay • Hanna Arnason McNeil • Marthad Nasralla • Kay Noele • Ginette L. Boivin • Marie-Diane Lee • Catherine • Manuel Almeida • Sandryne Antuya • Pierre Lampron, Pro-Vert Sud-Ouest • Martine Thériault, CLSC de Saint-Henri • Nelly Marcoux, CDC Solidarité Saint-Henri

L'épicerie communautaire : une solution par Saint-Henri, pour Saint-Henri

En janvier dernier, la CDC SSH a convié les résident-e-s de Saint-Henri à une assemblée publique pour discuter des problèmes vécus dans l'ouest du quartier en ce qui a trait à l'approvisionnement en aliments frais et sains à prix abordable. Des résidentes impliquées dans les comités marché et des représentant-e-s d'initiatives solidaires en alimentation (épicerie Le Détour et épicerie du Club populaire des consommateurs de Pointe-Saint-Charles) ont partagé leurs expériences et leurs connaissances pour relever collectivement les défis posés par la vie dans un désert alimentaire.

Cette première soirée a permis des échanges entre résident-e-s et organismes et a mené à la mise sur pied d'un comité de travail composé de résident-e-s actif-ve-s, dynamiques et engagé-e-s, dont l'objectif est de développer et de mettre en œuvre un projet d'épicerie communautaire dans l'ouest de Saint-Henri. Les membres du comité se réunissent toutes les deux semaines, en plus d'effectuer des visites et autres démarches entre les réunions pour l'avancement de la réflexion et le développement du projet. Pour ses membres, le projet d'épicerie représente la possibilité de créer un lieu accessible, de rassemblement et de partage, à l'image de la communauté de Saint-Henri, où des choix alimentaires diversifiés, sains et abordables sont possibles.

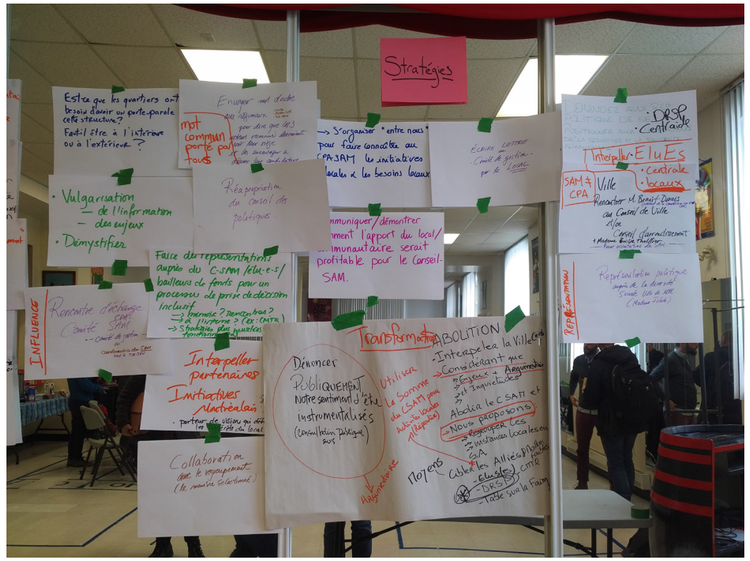
L'épicerie communautaire a été identifiée par les résident-e-s de Saint-Henri depuis 2010 comme solution structurante à long terme aux problèmes d'approvisionnement dans le quartier. Elle se veut également une plateforme pour la distribution de fruits, légumes et autres aliments de base dans l'ouest du quartier. Elle est la pierre angulaire de la stratégie alimentaire articulée dans le Plan de développement populaire pour l'ouest de Saint-Henri, en parallèle avec le projet de pôle alimentaire sur le site de l'ancienne Canada Malting. Ainsi, il est souhaité que l'épicerie, ses installations et ses bénévoles puissent éventuellement être mis à contribution pour soutenir d'autres initiatives en autonomie alimentaire dans le quartier, telles que les mini-marchés, et des services visant à pallier le manque d'accessibilité physique, géographique et économique aux aliments affectant différentes populations défavorisées du quartier (service de livraison pour personnes âgées et personnes à mobilité réduite, produits abordables pour familles avec de jeunes enfants, etc.).

Nos réalisations

- 9 rencontres de travail
- Familiarisation avec les caractéristiques de la population et les besoins exprimés dans le cadre de consultations passées
- Étude des alternatives actuelles dans le secteur et des possibilités de partenariats (approvisionnement, soutien, etc.)
- Développement de la vision, de la mission et des objectifs du projet ainsi que d'un plan d'action pour l'année 2018-2019
- Établissement d'un partenariat avec une personne-ressource pour être accompagné dans le développement d'un plan d'affaires
- 4 visites auprès d'initiatives solidaires en alimentation
- Formation sur les organismes à but non-lucratif et les coopératives pour informer le choix de notre forme juridique
- Identification de critères pour la sélection d'un local et inventaire des locaux vacants
- Inventaire des sources de financement pour le projet d'épicerie et dépôt de 2 demandes de financement
- Rencontres et échanges avec le Collectif pour un espace autogéré

NOS ACTIONS INTERQUARTIERS

Faire valoir les besoins locaux et le rôle du communautaire dans la prise de décision en sécurité alimentaire au niveau régional



Cette année, le comité autonomie alimentaire a assuré une présence soutenue aux instances régionales oeuvrant en alimentation et a multiplié les collaborations et échanges avec d'autres quartiers dans le but de faire valoir les besoins et priorités locales à l'échelle régionale. La CDC SSH a participé aux rencontres régionales du chantier en approvisionnement du Système alimentaire montréalais (SAM) et a assumé un leadership dans la création d'espaces de discussion et de réflexion collective entre les quartiers, notamment au sujet de la place des milieux communautaires dans la définition des orientations et la prise de décisions du SAM/ Conseil des politiques alimentaires de Montréal (CPA-Mtl) en sécurité alimentaire.

Deux rencontres d'échanges, la première entre organismes communautaires et la seconde avec des membres de la Coalition montréalaise des tables de quartier et autres organismes communautaires, ont été organisées par la CDC SSH en partenariat avec Action Gardien pour ouvrir des espaces de réflexion et d'analyse afin de discuter des enjeux soulevés par le SAM et sa fusion avec le futur CPA. Plus de 40 organismes ont participé à ces discussions, où d'importantes questions touchant la gouvernance du SAM/ CPA-Mtl et la place des milieux communautaires dans cette structure régionale ont été abordées.

Le comité a également intensifié sa participation aux activités de la Table sur la faim et le développement social du grand Montréal métropolitain, notamment en s'impliquant au sein du comité de solidarité interorganismes de la table pour l'organisation et l'animation de son assemblée générale annuelle.

Au niveau de l'arrondissement Le Sud-Ouest, la CDC SSH a participé, cette année encore, à des échanges visant à informer l'élaboration du plan d'action en agriculture urbaine et sécurité alimentaire de l'arrondissement. En collaboration avec les autres tables des quartiers présentes sur le territoire de l'arrondissement, la participation de la CDC SSH et ses interventions visaient à orienter les actions de l'arrondissement en sécurité alimentaire en fonction des besoins et priorités du quartier, tels qu'identifiés par les résident-e-s et organismes de Saint-Henri.

ZONAGE COMMUNAUTAIRE

Outils réglementaires et innovations pour faire face à la gentrification commerciale

Depuis quelques années, le comité Aménagement revendique un moratoire sur les nouveaux restaurants et bars sur les artères commerciales de Saint-Henri afin de limiter la prolifération de restaurants de luxe destinés surtout aux personnes vivant hors du quartier. Malgré l'adoption d'un règlement limitant la distance entre chaque restaurant et bar, la prolifération de tels commerces continue, et cela contribue à la gentrification commerciale qui a rapidement transformé le paysage du quartier dans les trois dernières années. Ce phénomène crée de plus en plus d'isolement et d'exclusion, en plus de renforcer les inégalités sociales et les sentiments de dépossession, détresse et colère chez des résident-e-s vivant avec des moyens trop modestes pour bénéficier de la soit-disant "revitalisation".

Face à cette situation critique, nous avons décidé de développer nos compétences collectives pour nous permettre de viser plus large. Nous avons travaillé avec un stagiaire en droit de l'Université McGill, François Rivard, pour identifier et proposer des outils réglementaires qui peuvent favoriser les "zones communautaires" - c'est à dire des outils qui peuvent avoir un impact sur la gentrification commerciale en favorisant le maintien de petits commerces abordables et d'espaces communautaires.

François a rapidement identifié cinq outils à discuter avec l'arrondissement. Lors d'une première rencontre avec des élu-e-s et la direction d'aménagement, nous avons constaté ensemble les lacunes du règlement en place et le besoin d'aller plus loin. Le bureau des élu-e-s s'est engagé à travailler avec nous pour identifier les solutions faisables pour l'arrondissement et pour tester la faisabilité des solutions. Nous prévoyons d'autres rencontre avec l'arrondissement en 2020.

Le travail de François nous a aidé à développer une meilleure compréhension de comment les 3 paliers du gouvernement peuvent utiliser leurs pouvoirs pour influencer le développement de notre quartier. Notre prochain défi sera d'identifier des stratégies pour pousser les élu-e-s à innover, à prendre des risques et à se mettre en action pour protéger l'accessibilité commerciale du quartier.

LES ARTÈRES COMMUNAUTAIRES

Shannon Franssen, CDC SSH • **Karine Triollet**, Action-Gardien • **Vicente Perez**, Coalition de la P-B• **Assia Kada,** CVECSP

En automne 2018, les élu-e-s ont adopté un projet de règlement très étonnant qui a fait réagir l'ensemble du milieu communautaire de l'arrondissement. Le règlement proposé aura l'effet d'interdire les organismes communautaire sur les rez-de-chaussés des bâtiments situés sur les artères commerciales et imposait des conditions d'usages pour les organismes situés aux autres étages.

Aussitôt le choc initiale surmonté, Solidarité Saint-Henri a pris la balle au bond pour coordonner des discussions avec les autres tables de quartier afin de mieux comprendre la situation et de proposer des solutions. Ici encore le soutien de notre stagiaire en droit a été fortement apprécié. Nous avons rapidement affirmé d'un voix que cet outil réglementaire aura des impacts négatifs sur le développement de services et activités accessibles sur les artères de nos quartiers et nous avons demandé à l'arrondissement de retirer le projet de règlement.

C'est une bataille gagné! Les élu-e-s ont remplacé le règlement avec un autre qui vise uniquement une rue à Ville-Émard/Côte-St-Paul et qui était beaucoup moins contraignant. Cela démontre encore un fois l'impact des tables de quartier sur le développement local.

«Top 5» réalisations

- Un document sur les nouveaux restos et bars ouverts depuis la mise en place du règlement pour limiter leur prolifération
- Un rapport détaillé sur les outils réglementaires et autres stratégies visant un "zonage communautaire" afin de freiner la gentrification commerciale
- Plusieurs rencontres avec les élu-e-s et haut-e-s fonctionnaires de l'arrondissement
- Mobilisation des 4 quartier du Sud-Ouest pour arrêter l'adoption d'un règlement limitant les organismes sur les artères commerciales
- Suivi de plusieurs dossiers sur les règlements municipaux

Impacts

- Le projet de règlement limitant les locaux communautaires sur les artères commerciales n'a pas passé au conseil d'arrondissement - nous pouvons influencer les règlements !
- Notre travail sur les règlements nous a permis de développer beaucoup plus de connaissances collectives de la loi sur l'aménagement urbain
- Le partenariat est bien établi avec la Faculté de droit de McGill
- Le travail du stagiaire nous permettra de passer à la prochaine étape - une stratégie de mobilisation pour changer les lois et règlements en lien avec les locaux commerciaux
- Les élu-e-s de l'arrondissement et de la ville centre sont plus sensibilisés à l'enjeu d'accès aux locaux commerciaux

Apprentissages

- La connaissance des lois en aménagement urbain est un outil très important et très efficace. Travailler avec des avocat-e-s nous permet de créer un meilleur rapport de force avec l'arrondissement et la Ville.
- Les élu-e-s ne sont pas toujours plus informé-e-s que nous par rapport aux règlements et ne connaissent pas nécessairement leur marge de manœuvre réglementaire dans tous les dossiers.
- Nous pouvons mandater l'équipe de SSH à développer des outils comme ceux développés cette année sur la Loi sur l'aménagement urbain.

ESPACES PUBLICS ET POPULAIRES

À la recherche d'une nouvelle dynamique de collaboration avec l'arrondissement

Cette année, l'arrondissement a annoncé un processus de consultation citoyenne pour permettre la mise à jour de leur Plan directeur des parcs. Leur approche a fait réfléchir le comité aménagement, le comité Jeunes et la Table Petite-Enfance-Famille de Saint-Henri et de la Petite-Bourgogne (TEF) par rapport à notre partenariat avec l'arrondissement sur les dossiers en aménagement.

Les conclusions de cette réflexion : nous voulons établir une nouvelle dynamique de partenariat entre l'arrondissement et le milieu communautaire, incluant les écoles et les CPE. Nous avons une importante capacité d'analyse et d'ancrage dans la communauté qui nous permet de développer des propositions concrètes pour améliorer l'aménagement du quartier, mais cette expertise n'est pas toujours reconnue par l'arrondissement. Nous nous retrouvons trop souvent devant un fait accompli quand l'arrondissement annonce de nouveaux projets et nous ressentons parfois de la fermeture de leur part à travailler avec le milieu. De plus, lors des consultations citoyennes organisées par l'arrondissement, les taux de participations ne sont pas toujours très élevés et nous n'avons pas toujours l'impression que les commentaires sont réellement pris en compte. Tout cela nous amène à travailler dans une dynamique axée sur la revendication et les rapports de force, ce qui est très énergivore.

Nous avons alors écrit à l'arrondissement pour proposer des rencontres et un mécanisme de suivi : au moins une rencontre annuelle et un suivi aux 3 mois par rapport aux dossiers prioritaires. Malheureusement, nos demandes de rencontre n'ont pas porté fruit. Le changement de personnel dans les directions d'aménagement et des parc n'a également pas facilité le développement de nouveaux liens de travail. Nous continuerons nos efforts l'année prochaine.

Square Ste-Élisabeth : exigeons des aménagements pour les enfants et les familles

Suite aux demandes de la CDC-SSH et la Table petite-enfance-famille de Saint-Henri et de la Petite-Bourgogne (TEF), l'arrondissement a accepté de prioriser le réaménagement du Square Ste-Élisabeth au coin de De Courcelle et St-Jacques, dans l'ouest du quartier. La demande du milieu a été claire : ce parc doit mieux répondre aux besoins des familles et des enfants, surtout des élèves de l'école primaire à côté et des enfants du CPE de la Dame. Aucun autre parc dans ce secteur est aménagé de façon sécuritaire pour les enfants.

La CDC-SSH et la TEF ont proposé de travailler en partenariat avec l'arrondissement pour développer un plan d'aménagement par et pour les résident-e-s et institutions scolaires du coin, mais l'arrondissement a décidé de travailler avec une firme externe pour organiser une consultation. Nous avons donc participé à la rencontre des partenaires pour dégager les priorités et grandes lignes pour le futur aménagement. Un consensus fort a émergé chez les partenaires convoqués à la cette rencontre :

- **Clôturer le parc pour permettre aux enfants du CPE et de l'école de le fréquenter.**
- **Sécuriser les traverses piétonnières autour du parc.**
- **Prévoir un aménagement qui fait ressortir l'histoire du site et du village des Tanneries.**

Suite à la consultation avec les partenaires, deux scénarios (élaborés par une firme d'urbanisme à l'externe) ont été présenté à la population le 19 juin. Les partenaires présents ont tout de suite constaté qu'aucune des priorités retenues en atelier de groupe n'a été prise en compte. Les membres du comité aménagement ont rapidement réagi pour dénoncer encore une autre "consultation bidon" de l'arrondissement. Le CPE de la Dame et Logifemme ont également écrit des lettres aux éluEs. La Voix Populaire a publié un article sur la réaction du milieu communautaire. Une action dans le parc est prévue avant Noël 2019.

« Top 5» réalisations

- Démarches faites pour établir une nouvelle dynamique de partenariat avec l'arrondissement, surtout en lien avec le Plan directeur des parcs
- Lien établi avec Parcs Canada pour la mise en oeuvre du Plan directeur du Canal Lachine et organisation d'une rencontre citoyenne avec les 3 autres tables de quartier
- Documentation détaillée des problème de sécurité de 3 intersections de la rue Notre-Dame
- Square Ste-Élisabeth : mobilisation des acteurs pour assurer une réponse aux besoins des familles
- Orientations adoptées sur le futur parc nature Turcot : à poursuivre en 2020!

Impacts

- Mobilisation Square Ste-Élisabeth : le consensus du milieu sur les besoins des familles est mieux connu dans le quartier.
- L'arrondissement a mis en place des solutions pour sécuriser les intersections sur la rue de Courcelle.
- La construction d'une nouvelle cour à l'école St-Zotique a commencé, basé sur les plan élaborés par notre comité.
- Renforcement de nos liens avec l'école primaire Victor-Rousselot, le CPE de la Dame et la Table Petite-Enfance Famille.
- Réseau Express Vélo devant l'école Victor Rousselot : la CSDM et la Ville travaillent sur une alternative plus sécuritaire pour les élèves.

Apprentissages

- Les actions qui mobilisent les gens concernés sont les plus efficaces - par exemple la mobilisation sur la sécurisation des intersections proche du CPE de la Dame.
- L'importance d'avoir une équipe stable à la CDC-SSH pour faire les suivis sur les dossiers en aménagement s'est fait sentir dans les dossiers liés aux transports et aux espaces publics.
- Plus les actions rejoignent les mandats des membres, plus ceux-ci peuvent s'impliquer.
- L'écogentrification est un enjeu majeur en lien avec notre travail sur les espaces public. Il va falloir développer une approche non-gentrificatrice et la communiquer largement.

TRANSPORT SÉCURITAIRE ET ACCESSIBLE

Sécurisons les intersections sur la rue Notre-Dame

Depuis plusieurs années maintenant, les résident-e-s et les organismes observent de grands problèmes de sécurité pour les piéton-ne-s et cyclistes sur les nombreuses intersections des rues Notre-Dame, de Courcelle, St-Rémi, et ailleurs dans le quartier. Sept endroits ont été ciblés dans le PDPop comme particulièrement problématiques. L'année passée, la situation est devenue critique sur la rue Notre-Dame, entre autres à cause de l'augmentation du transit de camions de construction qui circulent autour des chantiers Turcot et des nouveaux projets de condominiums dans l'ouest du quartier. Les avancées gagnées suite à la mobilisation pour sécuriser les rues autour du CPE de la Dame nous ont motivé à documenter davantage les dangers courus par les piéton-ne-s aux intersections proches de l'échangeur Turcot. Notre objectif était d'appuyer nos demandes pour des mesures de mitigation à l'aide de données concrètes.

Avec la contribution de Dominic Ebanks de Prévention Sud-Ouest, nous avons organisé une marche exploratoire sur la rue Notre-Dame entre le Chemin de la Côte-St-Paul et de Courcelle pour faire des observations à trois intersections achalandées et identifiées comme dangereuses. Plusieurs lieux significatifs se trouvent autour de ce court tronçon de rue, incluant le CPE Paillasson et de la Dame, le Centre St-Paul, l'école St-Zotique, les résidences Carillon, les résidences Côte-St-Paul, l'école secondaire James Lyng, Mission Bon Accueil, la Coopérative Les Toiles de St-Henri, la Bibliothèque St-Henri, la Maison Benoît Labre et le CRCS St-Zotique.

Un douzaine d'organismes et résident-e-s ont participé à la marche et tout le monde a constaté la grande pertinence de l'exercice. Les résultats seront compilés par Dominique. Nous prévoyons refaire la marche avec les parents et les personnes aînées pour bonifier nos observations, qui seront par la suite partagés avec l'arrondissement, le SPVM et les responsables du chantier Turcot afin d'ouvrir un dialogue sur d'éventuelles mesures de mitigations.

Piste cyclable à l'école primaire Victor-Rousselot

Le conseil d'établissement de l'école Victor Rousselot, composé majoritairement de parents du quartier, fait face à plusieurs enjeux liés à l'aménagement et l'école a demandé à la CDC-SSH de siéger sur le conseil à titre de membre de la communauté afin d'offrir notre soutien. L'un des enjeux est l'aménagement d'une piste cyclable sur la rue Rose-de-Lima devant l'entrée de l'école, remplaçant ainsi le débarcadère pour les parents qui amènent leurs enfants en auto. Cette piste cyclable est prévue dans le cadre du Réseau Express Vélo (REV) qui sera mis en place par Projet Montréal. L'arrondissement propose que les parents utilisent à la place la rue Ste-Émilie au sud de l'école, un tronçon de rue très étroit, très fréquenté, et où se trouve également le débarcadère des autobus. De plus, les parent ne peuvent pas voir si leurs enfants arrivent en sécurité dans la cours d'école de cet endroit. Une solution simple pour répondre aux inquiétudes des parents est le déplacement de la piste cyclable sur une rue avoisinante, un option qui semble aussi être préférable pour la sécurité des cyclistes.

Nous avons soutenu les parents et certains membres du personnel de l'école lors d'une rencontre avec les élu-e-s et fonctionnaires dans la perspective d'identifier des solutions. Selon les participant-e-s, notre présence a permis de créer une ouverture à explorer des alternatives. Nous avons également offert, au nom des organismes ayant une expertise en aménagement, d'organiser une rencontre de travail avec l'équipe de l'arrondissement afin d'identifier rapidement une alternative aux aménagements prévus qui intègre les commentaires du conseil d'établissement.

L'arrondissement s'est engagé par la suite à travailler avec la CSDM pour trouver une solution. Nous allons suivre ce dossier de près l'année prochaine. Les membres veulent également organiser une rencontre avec le CÉ de l'école et les organismes qui travaillent autour pour discuter les enjeux d'aménagement, de cohabitation et de collaboration.

COMITÉ CANAL LACHINE

Andréanne Dionne-Boulard, ProVert Sud-Ouest • **Pauline Cordier**, YMCA Point-St-Charles • **Cédric Glorioso-Deraiche**, Action-Gardien • **Shannon Franssen,** CDC SSH • **Florence Séguin,** CDC SSH

Cette année, nous avons rencontré des urbaniste de Parcs Canada pour confirmer leur volonté à participer à une rencontre avec les quartiers avoisinant le canal. L'objectif de la rencontre sera de discuter comment nous pouvons contribuer à la réalisation du Plan directeur pour le site historique du Canal Lachine.

Avant de planifier cette rencontre inter-quartiers avec Parcs Canada, les membres ont décidé d'organiser deux moments de réflexion sur le Plan directeur : un pour les résident-e-s des quartiers limitrophes au canal Lachine et, par la suite, un pour les organismes et personnes intéressées à porter des stratégies pour influencer la mise en oeuvre du plan directeur pour le site historique de la canal Lachine.

La première rencontre a eu lieu en mai 2019 pour informer la population et les organismes concernés des faits saillants en lien avec le Plan directeur et pour entendre les résident-e-s concernant les enjeux et les solutions possibles dans 4 catégories : privatisation et commercialisation, accessibilité, verdissement et sécurité.

Une deuxième rencontre sera organisé en 2020 pour établir des demandes communes entre quartiers par rapport à la réalisation du plan directeur et établir des stratégies/mécanismes de suivis à proposer à Parcs Canada et la ville.

COMITÉ COUR D'ÉCOLE ST-ZOTIQUE

Carine Lobo • Carole Plouffe • Julie Sauvageau • Julien Meloche • Maeva Sinou • Maïga Korotoumou • Marie-Claude Archambault • Pauline Cordier • Philippe Tétreau • Pierina Yupanqui • Pierre Jourdain Sanon • Shannon Franssen • Sophie Boucher

Depuis 2015, la CDC-SSH soutient un comité de parents et d'employés de l'école pour proposer et faire le suivi d'un plan de réaménagement de la cours d'école St-Zotique. Après plusieurs promesses et déceptions, l'arrondissement a enfin présenté son plan d'aménagement final au comité cette année. Les membres ont été heureux et heureuses que les travaux commencent pendant l'été 2019.

Le plan final intègre bien certains éléments demandés par le comité, mais en laisse aussi quelques un de côté, plus spécifiquement le coin pour ados et les bacs de jardinage installés il y a quelques années. Il n'y a pas beaucoup de verdissement et il ne semble pas avoir de rajout d'arbres - la cour reste principalement asphaltée. Face à ces lacunes, la prochaine étape pour le comité sera de planifier notre réponse en prévision de l'ouverture de la cour l'année prochaine.

4700 ST-AMBROISE

Contre la condoïsation des sites industriel sur le canal Lachine

Le comité aménagement, avec le soutien et l'appui de l'ensemble des membres de la CDC-SSH, a mené une mobilisation forte et influente contre la démolition d'un immeuble industriel et la construction de 300 condominiums sur le canal Lachine à 4700 St-Ambroise, proche du site de la Canada Malting. Le bâtiment était occupé par des entreprises privées, dont une qui travaillait en partenariat avec le RESO pour offrir des emplois de qualité aux personnes en réinsertion. Le stationnement du bâtiment a était ciblé par le POPIR comité logement pour un projet de logement social pour femmes qui s'inscrivait dans notre Plan de développement populaire (PDPop). La vision de la communauté pour le site était claire : protéger cette zone d'emploi et utiliser le stationnement pour du logement 100% communautaire.

Au début - Succès! Face à cette opposition importante au projet privé, la première demande de démolition a été refusée par l'arrondissement. Par contre, le promoteur a ensuite acheté le bâtiment pour 12 millions $ sans même avoir obtenu un permis de démolition - une stratégie jamais vue auparavant dans le quartier et une qui démontre la confiance du promoteur en sa capacité de convaincre les élu-e-s de renverser leur décision! Pour que son projet soit plus socialement acceptable, il a convaincu Logifem de développer un projet d'inclusion de logement social pour femmes sur le site, il a payé pour la relocalisation des entreprises locataires et il a conclu une entente avec le CPE Biscuit pour la location d'un espace dans son futur immeuble.

Les membres ont réagi rapidement : nous avons écrit un argumentaire détaillé contre la démolition et nous avons publié une lettre ouverte en faveur d'un développement social du site. La lettre a mobilisé largement le quartier et le dossier a été grandement médiatisé. Plus de 40 résident-e-s sont venu-e-s au conseil d'arrondissement pour exprimer leur opposition au projet privé, dont 5 qui ont pris la parole.

Et ensuite - une grande déception! Malgré l'opposition, les élu-e-s ont renversé de justesse leur décision (2 voix contre 3) et la démolition du bâtiment va de l'avant.

Mais la bataille n'a pas fini là. L'Assemblée générale de la CDC-SSH a adopté une position sur les critères que le projet communautaire sur le site doit respecter, soit : privilégier des logements permanents et réserver des places dans le CPE pour les résident-e-s des logements sociaux. De plus, s'il y a une épicerie, celle-ci doit être abordable.

La lettre à été envoyé à Bâtir son quartier, aux élu-e-s, Logifem, au comité Femmes du POPIR, à la Coop les Rebelles et au CPE Biscuit. Les groupes ont pris acte de nos orientations et ont constaté que celles-ci sont cohérentes avec leurs orientations pour le site. Nous suivrons ce dossier de près en 2020.

« Top 5» réalisations

- une action mobilisation plus de 40 résidentEs à une conseil d'arrondissement pour présenter notre position
- plus le 800 personnes (la majorité sont des résidentEs ou ex-résidentEs du quartier) ont signé une lettre contre la démolition et la condisation du 4700 St-Ambroise
- Soutien à la marche FRAPRU et organisation d'une soirée Montréalaise au CÉDA
- Mobilisation pan-sud-ouest sur le logement : 2 rencontres de suivi avec les éluEs, création d'un consensus autour des actions et revendications pour les 4 quartiers du Sud-Ouest
- Adoption d'un position contre la construction des condominiums dans le quartier

Impacts

- remettre la décision deux fois pour ralentir le développement et forcé le promoteur de répondre à plus de besoins de la communauté pour obtenir le permit de démolition
- position contre le projet adopté en assemblée générale
- Meilleures connaissances et analyses juridiques des dossiers liés au logement (mise en réserve etc)
- Médiatisation de l'enjeux : La Voix Pop, TVA, Radio Canada et le journal Métro ont publié des entrevue avec SSH et le POPIR sur la démolition de 4700 Ste-Ambroise
- arrêter la démolition du bâtiment au coin St-Rémi et St-Ambroise

Apprentissages

- importance de bien communiquer nos positions, actions etc pour démontrer la représentativité de nos positions
- il pourra être difficile pour les Groupes de ressources techniques (GRT) d'être solidaire avec des positions des quartiers contre les projets de condominiums quand le projet inclut la contribution des terrains pour un projet de logement social.
- il faut mettre en reserve des terrains rapidement, surtout sur le canal Lachine, pour empêcher la condoïsation du Canal et d'autre parti du quartier
- Dossier Hillpark : Il s'agit d'un exemple inspirant de résistance des locataires et un signe qu'il est possible de socialiser les bâtiments locatifs abordables

NOTRE QUARTIER N'EST PAS À VENDRE!

Nous disons "non" aux nouveaux projets de condominiums pour assurer une mixité sociale

Suite à la mobilisation contre le projet de condominiums au 4700 St-Ambroise et l'analyse des impacts des tels projets sur le tissue sociale du quartier, le comité aménagement a proposé à l'assemblée générale que la CDC-SSH adopte une position contre tout nouveau projet de condominiums dans le quartier, même si le promoteur offre de contribuer au développement des logements sociaux pour augmenter l'acceptabilité sociale de son projet. Les membres de l'AG on bien accueilli la proposition et l'ont même bonifiée pour exprimer une opposition plus forte au développement résidentiel privé, en ajoutant également les points d'analyse suivantes :

- Plus de 2000 ménages sont considérés mal-logés dans notre quartier.
- Face à la spéculation immobilière, les prix des logements ont augmenté d'une façon très rapide dans les dernières années et cela a créé des inégalités sociales grandissantes.
- Les nouveaux projets de condominiums contribuent à la spéculation immobilière et les inégalités socio-économiques entre les résident-e-s du quartier.
- Dans un tel contexte, nous avons besoin de privilégier les projets 100% communautaires pour assurer une mixité sociale. Sinon, notre quartier ne sera plus accessible pour les personnes vivant à faible revenu.

Dans ce cadre, les membres de SSH demandent que la Ville et l'arrondissement s'engagent à :

- mettre en place un moratoire sur de nouveaux projets de condominiums à Saint-Henri.
- mettre en réserve des terrains et se donner les budgets adéquats pour acquérir et développer des projets de logements sociaux.
- financer des logements sociaux hors inclusion.
- adopter des règlements pour protéger les logements locatifs privés et agir pour protéger davantage de locataires vivant à faible revenu.
- mettre rapidement en place des mesures efficaces pour agir sur la salubrité des logements.

L'année prochaine, CDC-SSH participera à la consultation de la ville-centre sur la nouvelle stratégie/politique d'inclusion et fera d'autres actions pour porter notre position "zéro-condos".

Marche anti-gentrification du 27 mars

La marche, organisé par le comité mobilisation du POPIR comité logement, était un grande succès malgré la mauvaise température. Environs 100 personnes y ont participé. Nous avons profité pour annoncer notre position zéro-condo à la petite gang de marcheur-euse-s qui ont été présent-e-s à la fin de la marche et le POPIR comité logement a affiché une bannière dénonçant leur éviction. Suite à la marche, l'éviction du POPIR a été couverte largement dans les médias.

Stratégie mise en réserve des terrains : Carte des terrains et bâtiments vacants

Pour nous aider à porter nos revendications contre les condominiums et pour les projets de logement 100% communautaire, le POPIR comité logement a mis à jour la liste de terrains et bâtiments vacants faits en 2011. Les autres membres du comité aménagement vont contribuer à faire une nouvelle cartographie des adresses repérées et à mettre la carte en ligne. On constate plusieurs éléments inquiétants dans la nouvelle carte, notamment que des petits projets de condos ont été construits sur plusieurs sites qui étaient vacantes en 2011. Cela souligne l'urgence de mettre les terrains vacants en réserve rapidement pour éviter la condoïsation.

Nous sommes convaincu-e-s que cet outil va nous aider l'année prochaine à plusieurs niveaux, surtout pour mieux cibler les endroits où nous demanderons que la ville exerce son droit de préemption afin d'acquérir des terrains pour des projets communautaires. On pourra aussi identifier des zones prioritaires où appliquer ce droit de préemption à partir de la carte actualisée. Nous allons également l'inclure dans notre PDPop.

Collaboration pan-Sud-Ouest

Carine Lobo • Carole Plouffe • Julie Sauvageau • Julien Meloche • Maeva Sinou • Maïga Korotoumou • Marie-Claude Archambault • Pauline Cordier • Philippe Tétreau • Pierina Yupanqui • Pierre Jourdain Sanon • Shannon Franssen • Sophie Boucher

L'année passée, les 4 tables de quartier du Sud-Ouest ont porté des revendications communes en lien avec le logement communautaire dans le cadre des élections municipales. Suite à une grande mobilisation du milieu, Projet Montréal s'est engagé à créer un plan d'action avec les tables pour respecter ces revendications. Après plusieurs relances, nous avons obtenu deux rencontres avec les élu-e-s. Malheureusement, tou-te-s les représentant-e-s des tables ont eu l'impression que les élu-e-s n'ont pas l'intention de respecter les engagements qui ont été revendiqués. En plus, de telles rencontres avec les élu-e-s ne sont pas très productives, parce que le maire de l'arrondissement, Benoît Dorais, semble défendre les intérêts de la ville-centre plutôt que les intérêts de l'arrondissement. Il mise beaucoup sur la Politique d'inclusion et moins sur la mise en réserve de terrain. Conclusion : nous avons besoin de trouver d'autres moyens pour influencer les élu-e-s dans le bon sens.

Les membres

Alain Goyette
Alexandre Ain-Melk
Annabelle Daoust
Assi Diabi
Aziz Mouhajar
Bibi Kumbi
Charlotte Chicoine-Wilson
Colette Chantal Marck
Cynthia Pleau
Daniel Guilbert
David Seitz
Florence Séguin
Fodé Mamoudou Touré
Francine Losier
Geneviève T-Fafard
Ian Sebelius
Jacques Blanchet
Jael Corbin
Luce Parisien
Marie-Diane Lee
Marie-Michèle Mondor
Mélanie Hérault
Patricia Viannay
Paul Andrew Keenan
Pauline Cordier
Samuel Raymond
Sandrine Belley
Nicole Gauthier
Kathryne Castro Cisneros
Miguel Vasquez
Claudia Valencia
Alex Moskos
Fred Burrill
Alex Briggs
Ines Benessaiah
Nelly Marquez
Philippe Girard
Malika Tamo
Nora Boudamdan
Sandra Achille
Tanya Darville
Marc-Olivier Vézina
Shannon Franssen
Eunbyul Park

LA MOBILISATION CONTINUE !

Le collectif À nous la Malting continue ses efforts pour mobiliser le quartier et revendiquer auprès des instances politiques concernées un projet 100% communautaire sur le site de l'ancienne Canada Malting. Malgré le fait d'avoir publiquement appuyé le projet, les élu-e-s de la ville de Montréal refusent de mettre en réserve le site afin de le mettre à l'abri des promoteur-e-s privé-e-s. Le collectif s'est donc donné comme objectif pour l'année 2018-2019 de revendiquer la mise en réserve de la dernière usine abandonnée du quartier afin de sortir le terrain du marché spéculatif.

Chronologie de la mobilisation 2018-2019

Juillet 2018 : Pique-nique pour une Malting 100% communautaire. Animation, nourriture et musique pour promouvoir le projet au sein de la communauté.

Septembre 2018 : Atelier à la Fête de quartier. Dans le cadre du financement de Valoriser la diversité, le collectif a organisé un atelier lors de la Fête de quartier pour inviter les résident-e-s à en apprendre davantage sur l'histoire de Saint-Henri et à écrire leurs rêves pour la Malting à l'intention des élu-e-s.

Février 2019 : Manifestation devant l'hôtel de ville. Une trentaine de militant-e-s de St-Henri et leurs allié-e-s de plusieurs comités logement ont manifesté devant l'Hôtel de Ville de Montréal dans le froid pour rappeler à la mairesse Plante la nécessité de mettre en réserve le terrain de la Canada Malting et pour mettre fin à son inaction par rapport à ce dossier. Lors de cet événement, la mairesse Valérie Plante a fini par dévoiler sa nouvelle position : « oui, on vous appuie mais non, je ne peux pas m'engager pour un projet 100% communautaire » et « il va falloir mettre de l'eau dans votre vin ».

Court-Métrage: Jacinthe Moffat a accompagné les membres de À Nous la Malting pour raconter leur histoire dans le cadre du film "Les voix de Saint-Henri"

Juin 2019 : Sit-in à la rencontre du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest. Une soixantaine de résident-e-s ont participé à un sit-in lors de la rencontre mensuel du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest. Les élu-e-s ont réitéré leur refus de mettre en réserve le site de la Canada Malting. À la place, nous avons été invité à rencontrer Robert Beaudry, l'élu responsable du développement économique et commercial, design et habitation de la Ville de Montréal.

Juin 2019 : Rencontre avec Robert Beaudry. Lors de la rencontre avec Robert Beaudry le 26 juin, la ville a semblé se désister encore plus de ses engagements en dévoilant qu'ils nous appuient pour un projet 100% communautaire mais pas nécessairement sur le site de la Canada Malting!

Août 2019 : BBQ À nous la Malting! Afin de mobiliser les résident-e-s du quartier, le comité mobilisation a organisé un BBQ au parc Sir-George-Étienne-Cartier. Les 150 participant-e-s ont profité du beau temps, de jeux pour enfants et d'une performance musicale. Nous avons aussi profité de l'occasion pour dévoiler notre nouveau site web et brochure.

Septembre 2019 : Souper d'accueil. Les nouveaux et nouvelles membres du collectif, rejoint-e-s lors du BBQ, ont été invité-e-s à un souper d'accueil.

« Top 5» en mobilisation

- Réalisation d'un court-métrage "Les voix de Saint-Henri" avec l'appui de Jacinthe Moffatt, produit dans le cadre du Festival Longue vue sur le court grâce à la Maison de la culture Marie-Uguay
- Lancement d'un nouveau site web (anouslamalting.org), mise à jour de la brochure de présentation
- Augmentation de notre couverture médiatique : 10+ d'entretiens publiés dans divers médias Montréalais
- Actions politiques: Manifestation et prise de parole à l'hôtel de ville, occupation des bureaux des élu-e-s, sit-in au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest
- Événements publics: Atelier, Pique-Nique, BBQ et souper d'accueil

« Top 5» en développement

- 3 rencontres avec les trois paliers de gouvernement (municipal, provincial, fédéral)
- Mise sur pied de six comités de travail et développement de plans de travail pour ces comités -- un total de 24 rencontres.
- Développement du programme fonctionnel pour le site de la Malting
- Établissement de partenariats universitaires (UdeM, Concordia, McGill)
- Établissement d'un partenariat avec Parcs Canada pour soutenir le comité patrimoine
- Financement de 10,000$ de l'arrondissement, de 50,000$ de Centraide pour un-e agent-e de projet et 1000$ du MTESS

Apprentissages

- Le collectif est engagé d'une part dans une lutte politique et d'autre part dans le développement du projet. Ces deux objectifs ne sont pas toujours compatibles, mais il est tout de même possible et nécessaire de trouver un équilibre entre la résistance et le développement.
- L'intégration d'expert-e-s dans un projet citoyen sans pour autant démobiliser ces dernier-e-s est un défi important, surtout pour un projet d'une envergure et d'une complexité technique aussi grande.
- Le collectif doit rester vigilant face au potentiel d'écogentrification du projet.
- La question de la décolonisation du site demeure importante et nous pourrons y répondre seulement en collaboration avec des organismes et communautés des Premières Nations.

À NOUS LA MALTING !

VERS UN PROJET 100% COMMUNAUTAIRE

Depuis l'été 2019, la CDC-SSH été impliquée dans l'élaboration du plan d'affaires pour le projet 100% communautaire du site de la Malting à travers son rôle de coordination et l'embauche de nouvelles agentes de projet. Les 6 comités de travail qui regroupent les résident-e-s et organismes du quartier se réunissent à chaque mois tandis que le comité de suivi se réunit à toutes les deux semaines. Tous les comités travaillent pour développer des projets qui répondent aux besoins de la communauté de Saint-Henri pour le site. Le manque d'accès au terrain et la mise en réserve restent des défis importants pour tous les comités.

Description des comités de travail

- **Le comité technique** (6 membres) est un lieu pour discuter des aspects techniques du projet (tel que la contamination du sol, la capacité portante du sol, l'état de la structure du bâtiment, etc.) afin de nous permettre de monter notre projet en prenant en compte des contraintes techniques et budgétaires liées au site et au bâtiment.

- **Le comité finance** (6 membres) cherche des sources de financement et fait des demandes de financement pour assurer la pérennité du projet.

- **Le comité logement** (30 membres) développe un premier projet de logement dans le cadre de la première phase de la réalisation du projet 100% communautaire pour le site de la Malting (environs 100 unités - nombre exact à déterminer). Le comité représente également le collectif À nous la Malting! aux instances logement (exemple : FOHM, FÉCHIMM, POPIR) et inspire/appuye d'autres projets de logement 100% communautaire.

- **Le comité pôle alimentaire** (8 membres) développe des projets d'agriculture urbaine sur le site afin de répondre aux besoins alimentaires du quartier.

- **Le comité mobilisation** (17 membres) développe un rapport de force en mobilisant et en organisant des actions afin d'obtenir la mise en réserve du site et propose des actions pour faire connaître le projet 100% communautaire dans la communauté.

- **Le comité patrimoine** (6 membres) développe des propositions qui mettront en valeur l'histoire ouvrière du site de la Canada Malting et le patrimoine industriel de Saint-Henri, ainsi que des actions à réaliser en vue de développer de telles propositions.

Chronologie du développement 2018-2019

Juin 2018

- **Rencontre avec les élu-e-s des trois paliers du gouvernement pour présenter un projet 100% communautaire.**
- **Engagement pris par l'arrondissement pour soutenir le collectif dans le développement du projet, incluant 10,000$ pour financer un plan d'affaires.**
- **Engagement du collectif et des élu-e-s des trois paliers à se rencontrer au 3 mois pour présenter l'avancement du travail sur le plan d'affaire et pour discuter des solutions aux obstacles.**
- **Solidarité Saint-Henri dépose une demande de financement à Centraide pour une agente de projet pour le développement du plan d'affaires communautaire.**

Janvier 2019

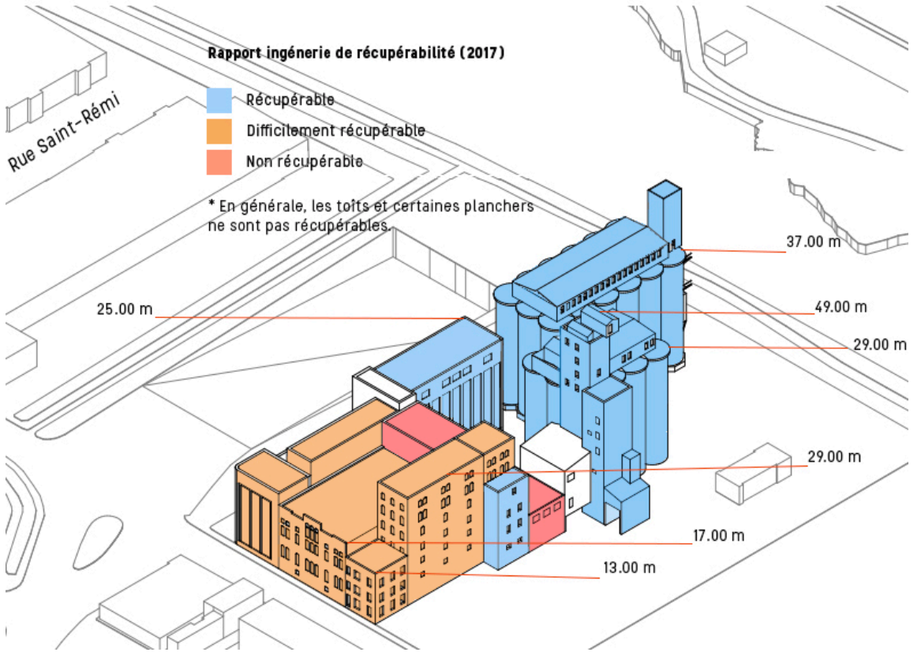
- **L'arrondissement finalise une convention à signer avec Solidarité Saint-Henri pour 10,000$.**
- **Assemblée des membres du collectif : mise sur pied des comités de travail - technique, juridique, pôle alimentaire, logement, patrimoine, finances, mobilisation, communication - et un comité de suivi pour assurer le lien entre ces comités.**

Février 2019

- **Premières rencontres des comités technique, financement et pôle alimentaire.**
- **Confirmation de Centraide – nous obtenons le financement pour une agente de projet pour une période de 1 an.**
- **Diffusion d'une offre d'emploi.**

Mars 2019

- **Solidarité Saint-Henri reçoit le financement de l'arrondissement.**
- **Centraide confirme un financement de 25,000$ pour une agente de projet.**



À NOUS LA MALTING !

VERS UN PROJET 100% COMMUNAUTAIRE

Chronologie du développement 2018-2019 (suite)

Avril 2019

- **Le maire de l'arrondissement Le Sud-Ouest, Benoît Dorais, affirme lors d'une rencontre avec les membres du collectif que la ville n'a aucune intention de mettre le site en réserve**
- **La conseillère de la ville du district de Saint-Paul–Émard–Saint-Henri-Ouest, Anne-Marie Sigouin, demande comment les membres peuvent encore croire qu'un projet 100% communautaire soit possible. Les membres rappellent aux élu-e-s que nous venons tout juste de recevoir le financement pour travailler le plan d'affaires et que l'embauche d'une agente de projet va grandement faire accélérer les choses.**

Mai 2019

- **Début des mandats des agentes de projet pour soutenir le collectif.**
- **Finalisation des estimations concernant les besoins alimentaires des personnes vivant à faible revenu à Saint-Henri.**

Juin 2019

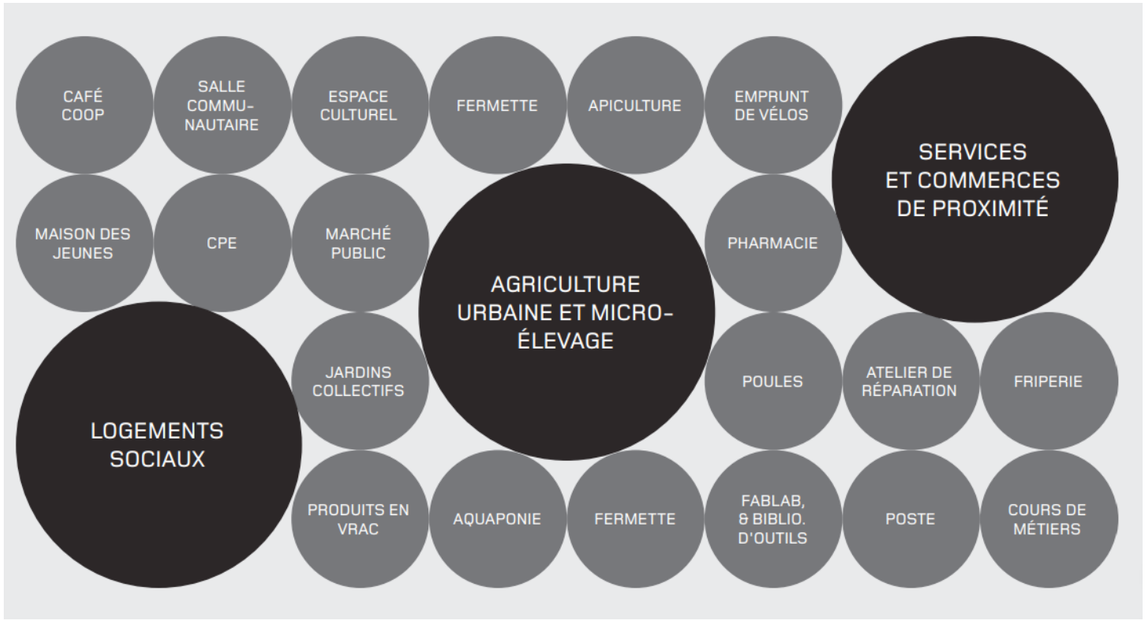
- **Début des rencontres avec de potentiel-le-s partenaires; universitaires, techniques, en agriculture urbaine, architecture, patrimoine et économie sociale.**
- **Développement d'un outil de suivi pour les financements possibles.**

Juillet 2019

- **Début du montage du programme fonctionnel et technique qui comprend des propositions de projets qui répondent aux besoins du quartier ainsi que des propositions de projets liés à la faisabilité économique/génération de revenu à explorer pour le site. Le contenu de ce programme servira à l'élaboration d'un premier plan architectural et budgétaire avec l'aide d'expert-e-s.**

Septembre 2019

- **Suite à une première rencontre du comité de suivi, le calendrier des rencontres des comités de travail du collectif à été dévoilé et le développement des plans de travail et des projets a pris de l'ampleur.**



À NOUS LA MALTING : IMPACTS

Lutte contre la « condoïsation » du site et de l'ouest de Saint-Henri

Les actions du collectif ont contribué à une grande mobilisation contre le développement de condos sur le site ainsi qu'à la sensibilisation accrue des résident-e-s du quartier en lien avec les effets de la gentrification et aux besoins en logement social dans le quartier. Des projets de développement de condominiums ont été bloqués, entre autres un projet en face de la Malting, au coin de Saint-Ambroise et Saint-Rémi. Plus que jamais, les promoteurs privés et les élu-e-s sont réticent-e-s à proposer des projets immobiliers de luxe au bord du canal Lachine à Saint-Henri.

Rappeler à la population la valeur patrimoniale et culturel du site

Le collectif contribue à garder le patrimoine ouvrier du quartier dans la mémoire collective des résident-e-s. Face à la gentrification agressive de Saint-Henri, le projet aide les résident-e-s marginalisé-e-s à s'approprier avec fierté l'histoire sociale et industrielle de leur milieu de vie.

Symbole de la lutte populaire

Le projet crée un lieu rassembleur autour de plusieurs valeurs et besoins liés au logement, à l'alimentation, aux services de proximité, à l'emploi, etc. C'est une opportunité de réunir différents acteur-e-s en provenance de plusieurs milieux afin de partager leurs différentes réalités et de travailler sur des projets communs.

À NOUS LA MALTING !

COMITÉ AUTONOMIE ALIMENTAIRE

• Lia Chiasson • Kym Byrns • Mary Nasir • Maud Quinones • Myriam Blais-Guérette • Claudia Valencia • Patricia Viannay • Hanna Arnason McNeil • Marthad Nasralla • Kay Noele • Ginette L. Boivin • Marie-Diane Lee • Catherine • Manuel Almeida • Sandryne Antuya • Pierre Lampron, Pro-Vert Sud-Ouest • Martine Thériault, CLSC de Saint-Henri • Nelly Marcoux, CDC Solidarité Saint-Henri

Résident-e-s mobilisé-e-s autour des projets en alimentation

L'année 2018-2019 a été marquée par le développement de plusieurs projets stimulants en matière de sécurité et d'autonomie alimentaire. Ceux-ci s'appuient sur les importants travaux de réflexion que nous avons amorcés durant l'année 2017-2018. La restructuration du comité autonomie alimentaire a porté fruit comme en témoignent les initiatives prometteuses prises en charge par les membres et les sous-comités de travail en autonomie alimentaire tels que le projet Nouveaux Horizons pour les aînés aux Habitations de Carillon pris en charge par le comité Carillon; les mini-marchés; le premier Magasin-Partage Noël pour les résident-e-s de Saint-Henri au CÉDA en cours d'organisation avec le soutien de Regroupement Partage; et un projet de mise sur pied d'un premier OBNL en sécurité alimentaire à Saint-Henri avec un volet épicerie solidaire soutenu par le comité épicerie.

Collaboration pan Sud-Ouest en alimentation

D'autre part, le comité autonomie alimentaire a poursuivi ses réflexions, ses revendications politiques et ses efforts pour la pérennisation des actions en matière d'alimentation dans le contexte de la gentrification rapide du quartier et dans le contexte de la structuration des systèmes alimentaires à l'échelle régionale.

Suite à une consultation avec l'arrondissement du Sud-Ouest en 2019, la CDC-SSH et les trois autres tables de quartier du Sud-Ouest - soit Action Gardien, la CDC de Pointe-Saint-Charles, la Coalition de la Petite-Bourgogne et Concertation Ville-Émard/Côte-Saint-Paul - ont développé les Systèmes alimentaires locaux, solidaires et autonomes (SALSA). SALSA est un programme qui vise à soutenir les besoins en alimentation dans le Sud-Ouest en développant des axes de production, de distribution et de transformation alimentaire.

La CDC-SSH a aussi joué un rôle de leadership dans la concertation et la consolidation des partenariats inter-quartiers pour le dépôt d'une demande de financement auprès de la DRSP, pour le projet de Jardins des Orioles au Parc Angrignon développé et porté par Pro-Vert Sud-Ouest. Ce projet vise à renforcer les SALSA en approvisionnant les marchés solidaires dans les quartiers de trois arrondissements (Verdun, NDG-CDN, Le Sud-Ouest) avec des fruits et légumes frais, écologiques (sans intrants chimiques) et de haute qualité à très bas prix.

« Top 5» réalisations

- 8 rencontres du comité autonomie alimentaire
- Élaboration du concept Systèmes alimentaires locaux, solidaires et autonomes (SALSA) en collaboration avec les trois autres tables de quartier du Sud-Ouest
- La mise à jour du bottin des ressources en alimentation en collaboration avec le comité sécurité alimentaire de la Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en Santé
- Démarrage du projet de Magasin-Partage Noël pour les résident-e-s à faible revenu
- Dépôt d'une demande de financement pour le projet du Jardin des Orioles porté par Pro-Vert Sud-Ouest

Impacts

- **Financement :** La CDC-SSH a mené les démarches de financement qui ont rendu possible la relance des mini-marchés et la mise sur pied du projet Nouveaux horizons aux Habitations de Carillon.
- **Consolidation des voix inter-quartier :** Dans le contexte de la réorientation des bailleurs de fonds en sécurité alimentaire vers la structuration de systèmes alimentaires à l'échelle régionale, la CDC-SSH a joué un rôle important dans le développement de projets communs ainsi que dans le positionnement des tables de quartier face aux tendances de financement.

Apprentissages

- La sécurité alimentaire des personnes vivant à faible revenu à Saint-Henri semble être plus précaire depuis quelques années comme le montre l'augmentation du nombre de ménages qui font recours aux services alimentaires de dépannage chez les organismes membres.
- Le comité collabore avec d'autres quartiers de l'arrondissement pour développer des projets pan sud-ouest conformément aux exigences des bailleurs de fonds, mais la défense des initiatives locales et le respect des milieux reste un enjeux important.
- Il est difficile pour les membres d'être présent-e-s dans toutes les rencontres des sous-comités de travail. Il faudra donc réfléchir à une stratégie pour faciliter la cohésion et l'efficacité du comité autonomie alimentaire dans son rôle de soutien aux initiatives des membres et résident-e-s.
- Il existe plusieurs initiatives en matière d'alimentation portées par des groupes de résident-e-s et des organismes dans le quartier, même s'il n'y a toujours pas d'organisme à Saint-Henri dont le mandat principal porte sur la sécurité alimentaire.

COMITÉ CARILLON

• Lia Chiasson • Kym Byrns • Mary Nasir • Maud Quinones • Myriam Blais-Guérette • Claudia Valencia • Patricia Viannay • Hanna Arnason McNeil • Marthad Nasralla • Kay Noele • Ginette L. Boivin • Marie-Diane Lee • Catherine • Manuel Almeida • Sandryne Antuya • Pierre Lampron, Pro-Vert Sud-Ouest • Martine Thériault, CLSC de Saint-Henri • Nelly Marcoux, CDC Solidarité Saint-Henri

Un Pôle Alimentaire aux Habitations Carillon

À deux pas du chantier de l'échangeur Turcot et en plein désert alimentaire, les résident-e-s des Habitations de Carillon font face à des défis de taille pour répondre à leurs besoins de base et améliorer leur qualité de vie. Soutenue par la CDC-SSH, les Initiatives environnementales du YMCA et l'OMHM, l'association des locataires a avancé beaucoup cette année sur la transformation de leur milieu de vie en Pôle alimentaire. Avec un nouveau financement du Programme Nouveaux Horizons pour aîné-e-s de Service Canada, plusieurs aménagements et activités ont été réalisés pour améliorer l'accès financier, physique et géographique des résident-e-s du secteur aux aliments sains et frais. En plus, les locataires ont créé des espaces favorisant le partage et l'inclusion des personnes aînées, surtout autour du nouveau jardin communautaire.

Verdissement par la plantation d'arbres, d'arbustes et de vignes; construction d'un patio et d'une pergola afin de créer des espaces ombragés; division des lots de jardins et achat de mobilier ergonomique permettant à un plus grand nombre de résident-e-s de s'approprier leur jardin et la cour : aucun effort n'est épargné pour rendre la cour extérieure des Habitations de Carillon et le jardin communautaire plus conviviaux et plus accessibles.

Une grande réussite cette année fût la serre sur le toit des Habitations de Carillon. Elle est enfin ouverte et opérationnelle! Les locataires profitent déjà de la production et nous avons hâte de planter les semis qui pousseront dans la serre en printemps 2020. Une fête est prévue en fin octobre pour célébrer l'incroyable transformation de la cour Carillon.

COMITÉS MINI-MARCHÉS

• Lia Chiasson • Kym Byrns • Mary Nasir • Maud Quinones • Myriam Blais-Guérette • Claudia Valencia • Patricia Viannay • Hanna Arnason McNeil • Marthad Nasralla • Kay Noele • Ginette L. Boivin • Marie-Diane Lee • Catherine • Manuel Almeida • Sandryne Antuya • Pierre Lampron, Pro-Vert Sud-Ouest

Une année d'apprentissages pour les mini-marchés

Malgré les défis logistiques, les mini-marchés étaient accueillis avec enthousiasme par les résident-e-s de Saint-Henri. Surtout le marché du Dépanneur Saint-Henri a connu du succès, largement dû au changement d'horaire pour permettre aux travailleurs-euses d'y aller après leur journée de travail. La réussite du marché au CRCS Saint-Zotique est largement influencée par le nombre d'activités au CRCS au moment du marché. Un défi pour l'avenir des mini-marchés est d'accommoder le besoin pour une plus grande diversité de produits locaux tout en préservant l'accessibilité des marchés.

Pour les marchés futurs, nous devons également revoir notre choix de fournisseur. Cet été, les prix des aliments avaient augmenté considérablement, tandis que la fiabilité quant à la qualité et la diversité des légumes a baissé, ce qui nous a obligés de compléter notre offre régulièrement à travers des sources plus coûteux encore.

Point très positif, les animations de Pro-Vert Sud-Ouest ont ajouté beaucoup au succès des marchés. Non seulement elles ont attiré les passant-e-s vers les marchés, mais cela a créé en plus une ouverture pour jaser des différentes actions de la table dans le quartier. Nous tenons aussi à souligner particulièrement le soutien de Pro-Vert Sud-Ouest pour le transport des aliments, la récupération des surplus et l'installation des marchés. Le succès des mini-marchés n'aurait pas été possible sans ce soutien essentiel de l'équipe de bénévoles.

En somme, cette itération des marchés confirme les constats des années précédentes: il y a une grande demande dans le quartier, et la réalisation à long terme nécessite des investissements importants en ressources humaines et en équipement pour faciliter le transport et l'entreposage des aliments.

- **6 semaines de mini-marchés** au CRCS Saint-Zotique, au Dépanneur Saint-Henri et aux Habitations de Carillon.
- **environ 150-200 de légumes vendus par marché**
- **environ 630 client-e-s au total**

MOBILISATION MESURES ALIMENTAIRES

• Lia Chiasson • Kym Byrns • Mary Nasir • Maud Quinones • Myriam Blais-Guérette • Claudia Valencia • Patricia Viannay • Hanna Arnason McNeil • Marthad Nasralla • Kay Noele • Ginette L. Boivin • Marie-Diane Lee • Catherine • Manuel Almeida • Sandryne Antuya • Pierre Lampron, Pro-Vert Sud-Ouest • Martine Thériault, CLSC de Saint-Henri • Nelly Marcoux, CDC Solidarité Saint-Henri

Pour des dîners à 1$ pour tous les élèves

En mars dernier nous apprenions la coupure de la mesure alimentaire qui permettait aux enfants provenant des familles vivant à faible revenu d'avoir accès à des repas chauds et un service de garde le midi au coût de 1$ à l'école Ludger-Duvernay. Suite à la révision de l'indice de défavorisation du comité de gestion de la taxe scolaire, un total de 14 écoles primaires à Montréal se retrouvaient à perdre la mesure l'année prochaine, dont 2 autres dans le Sud-Ouest (à Pointe-Saint-Charles).

Nous nous sommes rapidement mobilisé-e-s avec nos collègues d'Action-Gardien afin de dénoncer le retrait du financement pour les repas à 1$ et réclamer une solution urgente pour conserver la mesure l'an prochain. Nous avons organisé un point de presse devant l'école Charles Lemoyne le 29 mars 2019 afin d'adresser nos revendications à la CSDM ainsi qu'aux deux paliers de gouvernement (provincial et fédéral). Plus d'une cinquantaine de parents et résident-e-s étaient présent-e-s pour dénoncer le retrait de la mesure et exprimer leurs inquiétudes. Ce "guide de la justice alimentaire" a par la suite été remis de façon symbolique avec des assiettes vides aux bureaux de la CSDM, de nos élu-e-s locaux Dominique Anglade et Marc Miller, ainsi qu'au Ministre de l'Éducation, Monsieur Jean-Francois Roberge.

Au cours de cette mobilisation, nous avons à plusieurs reprises été présent-e-s au conseil des commissaires de la CSDM afin de poser nos questions et réitérer nos demandes. Nous avons également rencontré Madame Anglade, et tenu une rencontre avec plusieurs partenaires, qui nous ont permis de récolter de nombreux appuis à nos revendications et ont mené à la publication de notre Déclaration commune pour des dîners universels dans les écoles. Dans cette déclaration nous réitérons notre demande pour une mesure urgente à la rentrée 2019, en plus d'une mesure alimentaire pour tous les enfants qui en ont besoin d'ici 2020, afin de sortir de la logique des indices et des cartes de défavorisation. Notre dernière demande s'adresse au gouvernement fédéral, afin de mettre en place une politique alimentaire scolaire universelle. Cette déclaration a été endossé par plus de X parents, groupes communautaires et élu-e-s!

Notons aussi les nombreuses chaines humaines qui ont eu lieu devant plusieurs écoles de Montréal, et les centaines de parents et résident-e-s mobilisé-e-s. Nous avons également lancé une campagne de cartes postales, toutes adressées au Ministre de l'Éducation, dans le but d'inonder sa boîte postale afin que celui-ci réponde à nos revendications. Toutes ces actions ont reçu beaucoup d'attention médiatique et grâce à une mobilisation large lancée par Action-Gardien et Solidarité Saint-Henri, le ministre de l'Éducation a pris un engagement clair que la mesure ne serait pas coupée l'année prochaine!

Impacts

- Le maintien de la mesure dans les 10 écoles de la CSDM pour l'année 2019-2020
- Engagement de la CSDM à démarcher le gouvernement pour l'obtention d'une mesure universelle.
- Renforcement des liens de collaboration avec l'école primaire Ludger-Duvernay.

COMITÉ ÉPICERIE

• Lia Chiasson • Kym Byrns • Mary Nasir • Maud Quinones • Myriam Blais-Guérette • Claudia Valencia • Patricia Viannay • Hanna Arnason McNeil • Marthad Nasralla • Kay Noele • Ginette L. Boivin • Marie-Diane Lee • Catherine • Manuel Almeida • Sandryne Antuya • **Pierre Lampron**, Pro-Vert Sud-Ouest • **Martine Thériault**, CLSC de Saint-Henri • **Nelly Marcoux**, CDC Solidarité Saint-Henri

Une année d'apprentissages

Après une première année fructueuse en matière de réflexion et de concertation sur la mission et les valeurs du projet d'épicerie solidaire de Saint-Henri, le comité épicerie a développé son modèle de projet pour répondre aux besoins des résident-e-s vulnérables du quartier, tout en étant économiquement viable. Ceci est le résultat d'un processus de consolidation des connaissances en matière de sécurité alimentaire et d'économie sociale ainsi que de plusieurs liens de partenariats qui se sont formé au courant de l'année.

Les membres du comité se réunissent toutes les deux semaines pour développer le projet avec le soutien de Julie Hamel, conseillère aux entreprises d'économie sociale à district 3 de l'Université Concordia, et de Stéphane Dupupet, conseiller aux entreprises d'économie sociale à PME Mtl Grand Sud-Ouest. Afin de valider nos réflexions et idées, le comité a effectué une recherche sur les besoins alimentaires du quartier en effectuant plus de 20 entrevues avec des résident-e-s de Saint-Henri. De plus, les membres ont visité d'autres marchés solidaires tels que le Marché Solidaire Frontenac et le Marché Bonne Bouffe.

Nos études révèlent que les résident-e-s sont assujetties aux tendances du marché agroalimentaire, c'est à dire des fluctuations importantes du prix des aliments qui nuisent à la qualité de vie des personnes à revenu fixe, particulièrement ceux et celles vivant à faible revenu et qui reçoivent de l'assistance sociale. L'un des défis les plus importants des marchés solidaires sont donc les prix de l'approvisionnement des aliments. Le comité collabore avec des étudiant-e-s de l'École des hautes études commerciales (HEC) afin de trouver une solution à ce problème.

Une année de développement

Le comité est aussi parvenu à la conclusion que le meilleur moyen d'assurer l'approvisionnement d'aliments et de services à bas prix est de mettre sur pied un organisme à but non lucratif (OBNL) en alimentation dont la mission de base est d'améliorer la sécurité alimentaire. Actuellement, il n'y a pas d'organismes avec une telle mission dans notre quartier contrairement aux autres quartiers dans lesquels nous avons étudié des projets de marché solidaires viables. Ainsi, le comité vise à mettre sur pied le premier OBNL en sécurité alimentaire à Saint-Henri pour 2020.

ÉPICERIE COMMUNAUTAIRE

«Top 5» réalisations

- 17 rencontres du comité épicerie
- Identification du modèle juridique pour le projet : un premier OBNL dédié à la sécurité alimentaire à Saint-Henri
- Plusieurs rencontres avec des nouveaux partenaires ayant de l'expertise en économie sociale : District 3, HEC et PME Montréal
- Projet de recherche sur les besoins alimentaires des résident-e-s de Saint-Henri
- Organisation d'une assemblée publique le 13 mars 2019 au Centre Saint-Paul

Impacts

- Consolidation de nos connaissances liées aux besoins des résident-e-s par rapport à la sécurité alimentaire et aux meilleures pratiques de projets similaires au moyen de nombreuses visites de marchés solidaires, de recherche documentaire et d'entrevues auprès des résident-e-s.
- Développement d'expertise dans le cadre de développement de projet en économie sociale par un comité de résident-e-s.
- Consolidation de partenariats avec des organismes communautaires, financiers et universitaires .

Apprentissages

- Il y a un besoin important dans le quartier pour un organisme en sécurité alimentaire ainsi qu'une ressource humaine dédiée à la mise en place d'un système alimentaire.
- Le défi de manger sainement avec un petit budget est compliqué par la hausse des coûts des aliments et de la vie en général,
- Certaines pratiques en matière de développement de projet d'affaires sont devenues obsolètes (exemple : canevas de modèle d'affaires social versus plan d'affaires traditionnel).
- La mise en oeuvre d'un projet d'économie sociale autofinancé avec une mission de sécurité alimentaire avec une perspective de lutte à la pauvreté est un défi perpétuel auquel fait face le comité épicerie et les autres épiceries solidaires. Nous nous devons de trouver des solutions au-delà de la logique d'économie de marché.

COMITÉ MAISON BENOÎT LABRE

• Lia Chiasson • Kym Byrns • Mary Nasir • Maud Quinones • Myriam Blais-Guérette • Claudia Valencia • Patricia Viannay • Hanna Arnason McNeil • Marthad Nasralla • Kay Noele • Ginette L. Boivin • Marie-Diane Lee • Catherine • Manuel Almeida • Sandryne Antuya • Pierre Lampron, Pro-Vert Sud-Ouest • Martine Thériault, CLSC de Saint-Henri • Nelly Marcoux, CDC Solidarité Saint-Henri

La communauté soutient le déménagment de la Maison Benoît Labre à St-Henri

En avril 2019, la Maison Benoît Labre, un organisme qui accueille les personnes en situation de grande précarité dans un contexte de centre de jour, a déménagé temporairement dans le sous-sol de l'église Saint-Zotique à Saint-Henri. La Maison Benoit Labre existe depuis 65 ans et a été propriétaire d'une maison à Griffintown. L'organisme a été obligé de vendre leur maison à cause des problèmes structuraux majeurs. En lien avec nos orientations sur l'itinérance, CDC-SSH a offert du soutien continu au projet de relocalisation et du développement d'un projet permanent dans le quartier. De nombreuses rencontres ont eu lieu avec l'équipe pour aider à trouver des lieux. Nous avons également mis sur pied et coordonné un comité de pilotage pour soutenir l'intégration de l'organisme et pour faciliter le partage d'informations et de pistes de solutions lié aux enjeux de cohabitation.

La Maison Benoît Labre est rapidement devenue un membre actif au sein des instances de la CDC-SSH et leur présence dans le quartier renforce notre capacité de répondre collectivement aux enjeux d'itinérance et d'extrême précarité dans le quartier.

COMITÉ ITINÉRANCE

• Lia Chiasson • Kym Byrns • Mary Nasir • Maud Quinones • Myriam Blais-Guérette • Claudia Valencia • Patricia Viannay • Hanna Arnason McNeil • Marthad Nasralla • Kay Noele • Ginette L. Boivin • Marie-Diane Lee • Catherine • Manuel Almeida • Sandryne Antuya • Pierre Lampron, Pro-Vert Sud-Ouest • Martine Thériault, CLSC de Saint-Henri • Nelly Marcoux, CDC Solidarité Saint-Henri

Une nouvelle culture de collaboration entre le PDQ 15 et le communautaire

Face aux besoins grandissants dans le quartier, les membres de Solidarité Saint-Henri ont décidé de former un nouveau comité itinérance. Nous avons eu une première rencontre en octobre 2019 et nous avons été content-e-s de constater une grande mobilisation des policiers et policières de la PDQ 15 qui souhaitent collaborer davantage avec les organismes du milieu. Plusieurs personnes ont nommé le besoin de favoriser le vivre-ensemble dans le quartier et d'échanger sur les pratiques de soutien. Les représentant-e-s de la PDQ 15 ont également nommé le besoin de mieux connaître les mandats des organismes. Inspiré-e-s par cette première échange très positive, notre prochaine étape sera de déterminer les mandats précis de comité et un plan de travail pour l'année.

« Top 5 » réalisations

- Coordination de 5 rencontres du comité de pilotage du déménagement de la Maison Benoît Labre à Saint-Henri.
- Organisation d'une rencontre avec les voisin-e-s du parc Sir-Georges-Étienne-Cartier pour répondre aux préoccupations liées à l'installation de la Maison Benoît Labre dans le quartier.
- Rencontre d'urgence organisée avec la ville et les acteurs en santé publique concernant les besoins des personnes en situation d'itinérance à Saint-Henri.
- Participation aux discussions avec la ville concernant leur nouveau portrait de l'itinérance.
- Organisation de la première rencontre du nouveau comité Itinérance Saint-Henri.

Impacts

- Nouveaux liens créés entre la ville, le SPVM, des organismes communautaires et CDC-SSH.
- Des solutions ont été identifiées et mises en place pour assurer une meilleure communication entre intervenant-e-s communautaires.
- L'intégration de la Maison Benoît Labre a été soutenu par divers acteurs.
- La ville-centre est plus sensibilisée aux enjeux de précarité pour les personnes en situation d'itinérance à Saint-Henri

Apprentissages

- Le déménagement de l'organisme The Open Door au square Cabot, juste au nord de St-Henri, a laissé plusieurs personnes sans soutien adéquat.
- La présence de la Maison Benoît Labre a rendu très visibles les grands besoins alimentaires des familles de Saint-Henri.

ITINÉRANCE ET PRÉCARITÉ

COMITÉ EXÉCUTIF

Andréanne Dionne-Boulard, Présidente • Daniel Bélanger, administrateur • Diane Lemon, sécrétaire • Martine Thériault, personne-ressource • Omer Coupal, administrateur • Pierre Cartier, secrétaire Shannon Franssen, coordonnatrice Francine Nadler, administratrice

L'année 2018-2019 a été marqué par une période important de croissance dans le nombre de mandats et de comités citoyens soutenu par la CDC Solidarité Saint-Henri. Paradoxalement, nous avons commencé l'année avec un budget réduite de manière significative suite à la fin du financement pour nos initiatives en alimentation et pour notre projet sur la Canada Malting. Face à cette situation, le comité exécutif s'est lancé en action rapidement pour identifier, en collaboration avec l'équipe et les comités, des sources de financement pour les nombreux projets portés par SSH. Nous avons déposé plus de 20 demandes de financement dans une année - un effort jamais vue à SSH. La résultat est fort encourageant - nous avons confirmé un augmentation de 47,000$ à notre financement à la mission et nous avons doublé notre budget pour l'année prochaine. En 2020, nous aurons enfin les moyens de grandir notre équipe et de mieux soutenir les comités et les actions que les membres souhaitent portés.

Ce croissance de mandat et décroissance de financement était accompagné d'une roulement important de personnel, entre autre en lien avec la nature temporaire des contrats des employéEs. Nous avons hâte de travailler dans une contexte de financement plus stable l'année prochaine avec les moyens financiers qui nous permet d'offrir des postes à temps plein et de longue durée.

PLAN DE COMMUNICATION

L'objectif de communication de la CDC-SSH était principalement de mieux informer nos membres des activités dans le quartier et le milieu communautaire. Notre moyen de communication principale était le babillard hebdomadaire diffusé par courriel aux membres et sur le site web de la CDC SSH à chaque deux semaines. D'autre part, nous visons aussi une plus grande sensibilisation des activités de la CDC-SSH dans le quartier. Par voie des médias sociaux. Ainsi, nous avons aussi mis sur pied notre page Facebook.

Nous continuons aussi le rayonnement de nos messages et actions à travers les médias traditionnels. Notre mobilisation autour de la mesure alimentaire, du projet de condos au 4700 Saint-Ambroise et du projet 100% communautaire sur le site de la Malting a attiré l'attentions de plusieurs médias

- **Babillards hebdomadaires : 33 publications sur site web et Mailchimp**
- **Nouvelle page Facebook : 49 publications, 317 abonnéEs, 303 total des mentions J'aime**
- **Site web : 16 publications**
- **Publications dans les médias : 30 + publications d'entretiens**

ÉQUIPE DE TRAVAIL

- Eunbyul Park, Agente de projet
- Sonja Engmann, organisatrice communautaire (année sabbatique)
- Florence Séguin, organisatrice communautaire (remplacement d'année sabbatique)
- Kerry Ann Marcotte, étudiante d'été en organisation communautaire
- Jean-François Durivage, organisateur communautaire temporaire
- François Rivard, stagiaire
- Samuel Raymond, stagiaire
- Kelsey Brady, agente de projet, été 2019
- Shannon Franssen, coordonnatrice

Nos partenaires financiers

Centraide du Grand Montréal

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Québec

fondation Béati

Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Montréal

REPRÉSENTATIONS

TABLE ENFANCE FAMILLE

Nous avons continué de collaborer étroitement avec la Table petite-enfance-famille de Saint-Henri et Petite-Bourgogne (TEF) sur plusieurs enjeux. Notre présence aux rencontres régulières de la TEF a permis un meilleur arrimage de plusieurs de nos actions dans le quartier, entre autre sur les thèmes de l'aménagement des espaces publics, de la gentrification, ainsi que l'accès à des ressources alimentaires. Leur présence au sein du comité jeunes et du comité aménagement assure la représentation des besoins et enjeux petite enfance et famille dans les actions de ces instances. Notons entre autres notre mobilisation commune concernant le réaménagement du parc Saint-Élisabeth sur les demandes suivantes: clôturer une partie du parc pour les enfants en bas âge, sécuriser les traversées piétonnes sur les rues De Courcelle et Delinelle, et mettre en valeur l'histoire du village des Tanneries. La TEF a également été impliquée dans la consultation sur les espaces publics menée par le comité jeunes et est toujours aussi présente et engagée dans l'organisation de la fête de quartier annuelle.

ÉCOLE VICTOR ROUSSELOT

Mieux au fait de nos actions et notre capacité à mobiliser nos membres et partenaires dans les milieux communautaire et institutionnel - suite à la rencontre du comité jeunes avec les trois écoles primaires du quartier - la direction de l'école Victor-Rousselot a invité un représentant de la CDC-SSH à siéger sur le conseil d'établissement à titre de membre de la communauté. La démarche s'est faite entre autre dans le contexte d'une problématique particulière qui inquiétait beaucoup les parents et le personnel de l'école quant à la sécurité des élèves, soit d'importants travaux de réaménagement devant l'école. Ceux-ci impliquent le réaménagement du débarcadère autobus et du débarcadère auto sur un même tronçon de rue. Le conseil d'établissement déplorait entre autre le fait de n'avoir jamais été consulté par l'arrondissement à ce sujet. (voir la section Espaces publiques et Transport pour plus de détails) Nous espérons pouvoir poursuivre notre collaboration avec l'école l'année prochaine sur une panoplie d'autres projets qui pourront renforcer les liens entre les parents et les groupes membres de Solidarité Saint-Henri!

ASSEMBLÉE DE SECTEUR - BSQ

La CDC-SSH continue à assister aux assemblées de secteur de Bâtir son quartier (BSQ) pour y apporter l'analyse de la communauté de Saint-Henri sur les priorités de développement dans notre quartier afin que les avis et recommandations de l'assemblée puissent guider les travaux de BSQ. L'arrimage entre le mandat de l'assemblée de secteur, le travail de BSQ et les priorités de Saint-Henri a été difficile cette année, et très peu de rencontres ont été organisées par BSQ. Le dossier du 4700 St-Ambroise et le positionnement du quartier contre tout nouveau projet de condominiums ont souligné une importante divergence entre les actions de BSQ et les orientations du milieu.

TCFDSMM

La CDC-SSH continue son implication au sein de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain (TCFDSMM) dans le but d'échanger sur les enjeux qui touchent à la sécurité alimentaire dans le milieu communautaire, notamment la revendication au Conseil du système alimentaire montréalais (Conseil SAM) pour l'intégration des personnes qui vivent la faim à la formulation de politiques publiques. Nous avons aussi coopéré avec la TCFDSMM pour réclamer le maintien et la bonification des mesures alimentaires dans les écoles primaires du quartier. Nous continuons notre collaboration pour une politique alimentaire scolaire universelle au Québec.

ROPASOM

La mission du Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud-Ouest de Montréal (ROPASOM) est d'améliorer la qualité de vie des aîné-e-s du Sud-Ouest en leur offrant des services de soutien, de référence, d'information, de conseils et d'éducation. Solidarité Saint-Henri participe aux rencontres trimestrielles du ROPASOM ainsi qu'au Rendez-vous annuel des aîné-e-s afin de favoriser le partage d'information et d'expertise sur les enjeux touchant les aîné-e-s du quartier.

Depuis 2017, la CDC-SSH et le ROPASOM collaborent étroitement autour du projet en autonomie alimentaire aux Habitations de Carillon, plus particulièrement autour de l'organisation de soupes-partage et de la diffusion d'information en lien avec les ressources en alimentation du secteur. De plus, l'édition 2019 du Rendez-vous des aîné-e-s fut l'occasion de diffuser de l'information sur les projets en développement communautaire à Saint-Henri tel que le projet 100% communautaire pour la Canada Malting auprès de quelque 50 participant-e-s et de recueillir les coordonnées de plusieurs aîné-e-s interpellé-e-s par les enjeux touchant le quartier. Afin de mieux arrimer les plans d'action de la table et du ROPASOM, l'équipe de la CDC-SSH va discuter avec les acteurs des possible points de collaboration sur les dossiers communs.

TABLE NATIONALE DES CDC

Une nouveauté en 2018-2019 à Solidarité Saint-Henri était notre implication dans les rencontres de la Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC). Fortement ancré dans l'approche d'action communautaire autonome, ce réseau pan-québécois offre une incroyable plateforme pour échanger sur les enjeux qui touchent le milieu communautaire partout au pays et les stratégies pour y faire face. Cette année, nous avons suivi de près l'annonce d'une consultation publique initiée par le nouveau gouvernement caquiste sur le Plan d'action gouvernemental en action communautaire. Nous avons l'opportunité de participer à cette consultation à travers notre implication à la TNCDC. Par ailleurs, CDC-SSH s'est déjà impliqué dans un comité qui réfléchit à l'animation et le partage égalitaire des prises de parole lors des rencontres nationales.

MERCI À TOUS NOS PARTENAIRES

- Action-Gardien
- Arrondissement Le Sud-Ouest
- Arrondissement Verdun
- Association des locataires des Habitations Carillon
- Auberge communautaire du Sud-Ouest
- Bâtir son quartier
- tous les bénévoles !
- Carrefour d'éducation populaire
- CASIOPE
- CDC Centre-Sud
- CDC Solidarité Saint-Henri
- CÉDA
- Centre communautaire des femmes actives
- Centre des aînés
- Centre Lajeunesse
- Centre Saint-Paul
- Centre universitaire de santé McGill
- CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
- CIUSSS du Centre-ouest-de-l'Île-de-Montréal
- CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
- CJE Sud-Ouest
- Club populaire des consommateurs de Pointe-Saint-Charles
- Coalition de la Petite-Bourgogne
- Coalition montréalaise des tables de quartier
- Comité petite enfance du COSSL
- Concertation en développement sociale de Verdun
- Conseil communautaire NDG
- Contactivity Centre
- Corporation l'Étincelle
- CRCS St-Zotique
- CSDM
- Cumulus
- CVECSP
- École Saint-Zotique
- École Victor-Rousselot
- Éco-quartier du Sud-Ouest
- Famijeunes
- Familles en action
- L'Ancre des jeunes
- Loisirs Saint-Henri
- Madame prend congé
- Maison Benoît Labre
- Maison Cross Roads
- Maison des jeunes La Galerie
- McGill University
- Milieu éducatif La Source
- Mission Bon Accueil
- MUHC patients' comittee
- Nourri-Source
- ODAS
- Office municipal d'habitation de Montréal
- Polyvalente Saint-Henri
- POPIR Comité Logement
- Prévention Sud-Ouest
- Projet PAL, Verdun
- Pro-Vert Sud-Ouest
- Réseau national d'étudiant-e-s pro bono du Canada - UdeM
- RÉSO
- RIOCM
- ROPASOM
- RUTA
- Scientifines
- SPVM
- Table de concertation 0-5 ans – Cavendish
- Table Enfance Famille de St-Henri et Petite-Bourgogne
- TCAIM
- The Open Door
- Travail de rue / Action Communautaire
- Wefare Rights committee
- Westmount Municipal Association
- YMCA Pointe-Saint-Charles
- Table Jeunesse NDG
- CPE Paillasson
- Partageons l'Espoir
- Le Garde-Manger pour tous
- Dépanneur Saint-Henri
- Dépanneur Laurion
- Dépanneur BeauSoir